

Rouge

La semaine prochaine

Un supplément
spécial

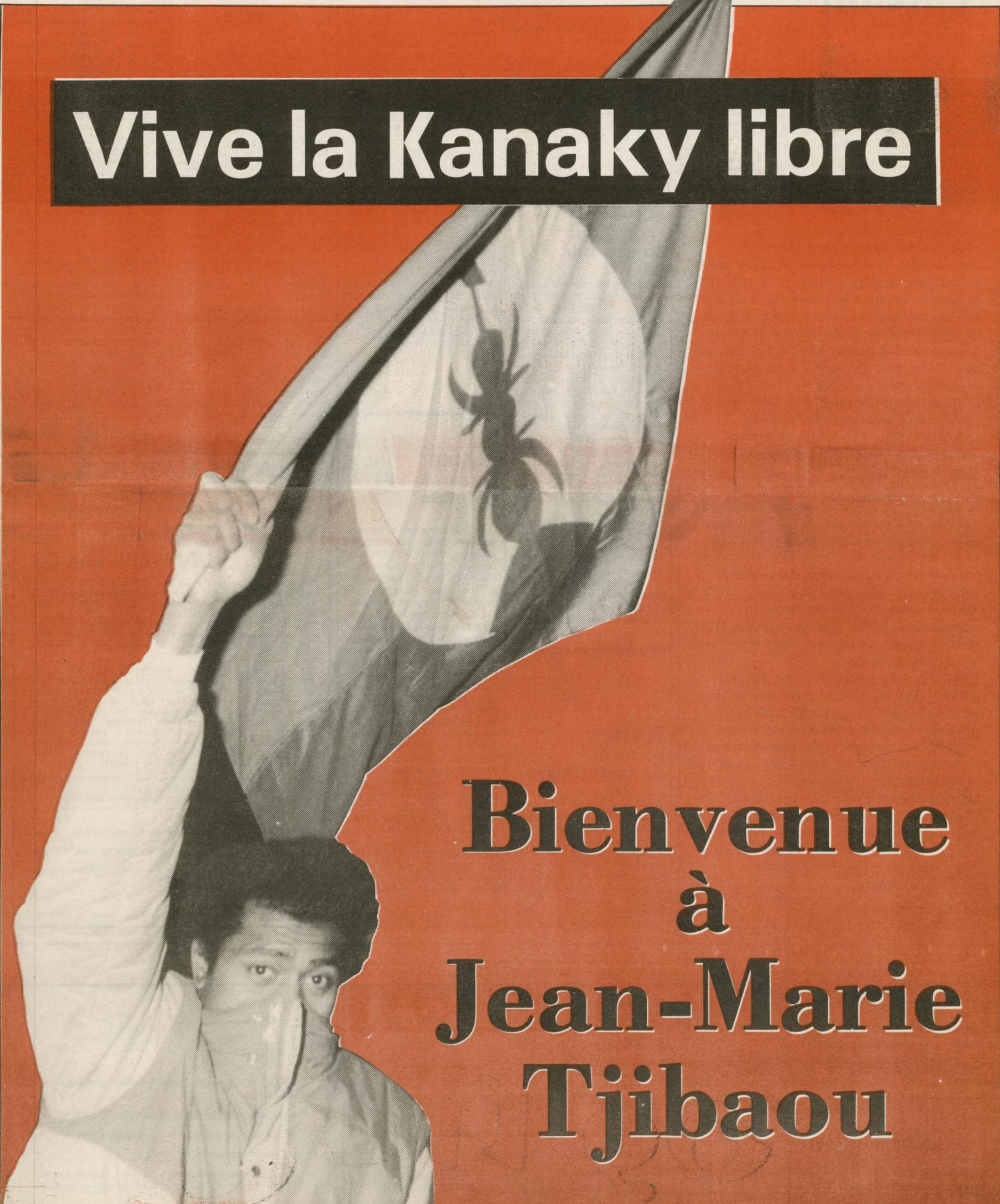
La crise et l'emploi

M 1578 N°1144 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

25 au 31 Janvier 85

Vive la Kanaky libre



**Bienvenue
à
Jean-Marie
Tjibaou**

Bienvenue à Jean-Marie Tjibaou !

Par Alain Krivine

Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS et du gouvernement provisoire de Kanaky, est en France. Sa mission est de prendre contact avec les différentes forces politiques mais surtout de venir expliquer au peuple français les objectifs de la lutte du peuple kanak.

Depuis quelques semaines, les Français découvrent la Nouvelle-Calédonie et s'aperçoivent qu'en dehors du soleil, des cocotiers et des colons, il existe là-bas un peuple : le peuple kanak. Il a fallu que ce peuple boycotte les élections, occupe son propre pays en dressant des dizaines de barrages pour que l'opinion publique commence à découvrir que, depuis plus de cent trente ans, ce peuple a été occupé, exploité, opprimé et humilié par le colonialisme français. Il a fallu cette mobilisation sans précédent derrière le FLNKS pour que le gouvernement commence à parler d'indépendance.

Mais aujourd'hui, rien n'est réglé. Le dernier discours de Mitterrand et la répression qui s'abat sur l'île montrent que le gouvernement socialiste n'est pas prêt à lâcher sur l'essentiel des intérêts de l'impérialisme dans le Pacifique. Le bilan est déjà lourd. C'est celui d'une guerre coloniale qui n'ose dire son nom : Eloi Machoro assassiné, 87 militants emprisonnés, 6 000 hommes surveillant 60 000 Kanaks et laissant parader les milices caldoches.

Dans une telle situation, notre rôle est de tout faire en France pour que se lève un mouvement de solidarité unitaire permettant d'aider le peuple kanak et le FLNKS à conquérir l'indépendance et le socialisme dans les plus brefs délais et les meilleures conditions.

La présence en France de Jean-Marie Tjibaou va nous aider dans cette tâche pour laquelle tous les militants de la LCR sont mobilisés. Bienvenue en France à notre frère de combat, bienvenue, Jean-Marie Tjibaou.

ENDETTEMENT La France, 4^e emprunteur mondial

Au cours de l'année 1984, la France a occupé la quatrième place des pays emprunteurs de capitaux sur les marchés financiers internationaux, d'après les statistiques que vient de publier l'OCDE.

Les Etats-Unis sont de loin les premiers avec 58,94 milliards de dollars en 1984. Viennent ensuite le Japon (17,35 milliards de dollars) ; la Suède (13,1 milliards de dollars) et la France (12,37 milliards).

Cet accroissement de la dette, en liaison avec les choix de tout à l'exportation, s'ajoute à la hausse vertigineuse du dollar. Le résultat est tel que la charge de la dette s'est alourdie de 42 %.

FROID Le malheur des uns fait...

Certains patrons doivent aimer les températures que nous venons de connaître. Si la France grelotte, les cours des Salins du Midi, de Damart et des entreprises de chauffage ont flambé en Bourse. Le principal fournisseur de sel de déneigement, les Salins du Midi, a non seulement très bien vendu, mais les stocks de sel constitués par les pouvoirs publics sont désormais épuisés ; ce qui laisse prévoir de belles perspectives. Les actions de Damart ont retrouvé leur meilleur niveau de 1984. Quant aux valeurs du pétrole : CFP-Total, Esso, Elf-Aquitaine, etc., elles, ont grimpé de 2 % à 8 %.

Ce qui fait le malheur des uns fait le bonheur des autres. Mais dans notre société, libérale diraient certains, les uns et les autres ne changent guère. Le malheur est toujours pour les mêmes. Les sans-abri ne se recrutent jamais, que l'on sache, parmi les actionnaires.

JUSTICE Le retour du « beau Serge »

Le beau Serge, Christian David, a quelques comptes à rendre à la justice française. Et pas des moindres. Il est en particulier le meurtrier du commissaire Maurice Gallibert, un policier chargé de l'enquête sur la disparition du chef de l'opposition marocaine, Mehdi Ben Barka. Avant ce meurtre, en 1966, Christian David était

déjà recherché en raison de son passé « tumultueux ». D'incarcération en évasion, il a connu les gangsters des années 1950-1960, les Jo Attia, Mémé Guérini, Tintin Trimini et bien d'autres. Il participe également aux côtés des barbouzes et du SAC à la lutte anti-OAS. C'est d'ailleurs grâce au clan Guérini et à ses amis du SAC que le beau Serge parvient à s'enfuir au Brésil, après l'assassinat du commissaire.

Au Brésil, David rencontre Auguste Ricord et l'italo-américain Tomaso Buscetta (ce dernier extradé vers l'Italie à l'automne dernier à livrer à la justice italienne les noms de plus de quatre cents mafiosi). Ensemble, ils montent la *latin connection*, dérivé américain de la *french connection*. Arrêté en 1971, il fut condamné par la justice américaine à vingt ans de prison pour la distribution de 302 kg d'héroïne d'une valeur de 130 millions de dollars.

Son extradition des Etats-Unis vers la France, demandée en 1975, doit enfin avoir lieu. La justice française ne manquera pas de questions à lui poser. David avait affirmé en 1972 : « C'est moi qui ai fait disparaître le corps de Ben Barka. Le général Oufkir m'avait payé 15 millions d'anciens francs pour ce travail. » Bien des questions, donc ! Mais les réponses risquent d'être plus que gênantes pour certains. Cela explique, peut-être, ce retard de dix ans du retour du beau Serge.

ARMEE La navette kaki sur orbite

La militarisation de l'espace sera désormais la principale préoccupation de Reagan, comme l'atteste la coïncidence troublante entre l'inauguration de son second mandat et le premier vol de la navette kaki.

Une partie majeure des programmes de la NASA n'ont été entrepris qu'à des fins militaires, mais cela est aujourd'hui insuffisant pour les projets du Pentagone. Résultat : la navette kaki, exclusivement destinée aux programmes militaires, placera, pour son premier vol, un satellite espion à 36 000 kilomètres au-dessus de l'URSS. Il faut y voir plus qu'un symbole, un engagement très clair de l'administration US, reconduite en novembre dernier, dans la course à la militarisation de l'espace, dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (IDS) de Reagan.

Les effets de celle-ci en termes d'augmentation des budgets de guerre, de renforcement de la supériorité du potentiel militaire impérialiste et de nouvelles menaces pour la paix se feront sentir rapidement aux USA, bien sûr, mais

aussi en Europe et dans le reste du monde. Reagan, une main sur la Bible et l'autre sur le bouton de l'apocalypse, inaugure à sa manière « l'ère de paix » qu'il a promise au monde.

ETUDIANTS Nouvelles discriminations contre les étrangers

En 1977, la « circulaire Bonnet » réglementant les conditions de séjour des étudiants étrangers en France avait fait couler beaucoup d'encre. Le Conseil d'Etat l'avait annulée. Le gouvernement Giscard avait alors sorti un décret en bonne et due forme, connu depuis sous le nom de « décret Imbert ». Ce texte avait pour but de diminuer le nombre d'étudiants étrangers. Il instituait donc un examen de français et une nouvelle procédure d'inscription très centralisée beaucoup plus longue. C'est l'organisation des premiers examens de français qui allait déclencher de nombreuses luttes au printemps 1980. Après le 10 mai 1981, le décret Imbert fut abrogé.

Mais aujourd'hui, on se retrouve au même point. Par voie de circulaires ministérielles, le gouvernement reprend

la lutte contre les étudiants étrangers. Ceux-ci devaient déjà faire face à des difficultés administratives et financières. Ces deux textes indiquent aux flics que dorénavant « une autorisation provisoire de travail ne doit pas être délivrée à des étudiants étrangers au cours de la première année de leur séjour en France en cette qualité » (circulaire Massot) et que, pourtant « il s'agit de s'assurer de moyens suffisants d'existence », d'un montant « de l'ordre de 1 800 F par mois » (circulaire Joxe). En outre, la police pourra contrôler « la réalité des études poursuivies » par exemple « en demandant une attestation de participation aux examens ». Le tout justifié par les arguments racistes classiques sur les faux étudiants qui seraient en fait de vrais travailleurs.

Non seulement la sélection sociale s'aggrave (qui pourra disposer de 1 800 F par mois sans travailler ?) mais la police dispose désormais d'un droit de regard officiel sur la scolarité des étudiants (à quand un système analogue pour les Français ?) C'est donc un nouveau démenti officiel aux discours gouvernementaux sur le racisme.

C'est dans le droit fil de sa participation à la préparation de la manifestation du 3 décembre pour l'égalité des droits que la coordination parisienne des comités antiracistes de fac a adopté un appel qui demande l'annulation de ces deux circulaires et qui se prononce pour l'égalité des droits entre étudiants français et étrangers. Cet appel circule d'ores et déjà dans les facs et nous aurons sans doute l'occasion d'en parler.

EN SOUSCRIPTION 50 F.

jusqu'au 23 février

le livre de Claude Gabriel et Vincent Kermel

Nouvelle Calédonie : la révolte kanake.

L'objectif de ce livre se veut modeste : contribution solidaire à la lutte du peuple kanak en présentant les grands traits de l'histoire de la longue révolte kanake contre le colonialisme. Cependant, il est indispensable pour aider à comprendre ce qui aujourd'hui occupe la première place dans les médias : l'affrontement d'un peuple pour la revendication de son indépendance.

Par la présentation des fondements économiques de l'oppression et de l'exploitation coloniales, la spoliation des terres, l'apartheid calédonien, l'évolution du mouvement politique kanak de l'intégration à la revendication d'indépendance, les auteurs apportent une contre-information aux « vérités » journalistiques des grands moyens d'information - presse, radio, télévision-. Les derniers chapitres sont consacrés à l'après 81 et l'évolution vers le conflit ouvert entre le FLNKS et l'état colonial français.

50 F au lieu de 65 F jusqu'au 23 février 1985.

A retourner à : PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Je commande exemplaires de Nouvelle-Calédonie : la révolte kanake, à 50 F l'exemplaire.

Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

NOM

Je désire le recevoir dès parution à l'adresse ci-dessous, moyennant 6,50 F pour les frais d'expédition.

NOM

N° et rue

Code postal et localité

Je joins mon règlement de F (chèque à l'ordre de PEC).

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom

Prénom

Adresse

Formule choisie

Règlement à l'ordre de PEC,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

L'engrenage

Vive la Kanaky libre



Bienvenue à Jean-Marie Tjibaou

La Nouvelle-Calédonie est aujourd'hui au cœur des affrontements politiques en France. S'il en va ainsi, c'est que ce territoire n'est pas dépourvu d'importance économique et géostratégique pour l'impérialisme français. C'est pourquoi le gouvernement recule devant la droite et s'engage, de plus en plus, dans l'affrontement avec le mouvement national kanak. La récente visite de Mitterrand à Nouméa vient de le montrer clairement.

Nul ne peut désormais en douter : la Nouvelle-Calédonie se trouve à présent au centre des affrontements politiques dans l'Hexagone. Il aura suffi de deux apparitions télévisées du chef de l'Etat et d'une visite-éclair à Nouméa pour le confirmer.

S'il en va ainsi, c'est que ce vestige de l'empire colonial n'est pas de peu d'importance pour la bourgeoisie française. Représentant 10 % de la production mondiale de nickel, il possède en outre une indéniable valeur géostratégique. Grâce aux dispositions du « droit de la mer » et à la poussière d'îles et d'archipels qu'elle contrôle dans ce secteur, la France peut régner sur 2 500 000 kilomètres carrés d'une surface maritime riche en nodules polymétalliques, ces véritables réservoirs de matières premières (manganèse, nickel, cuivre, cobalt).

L'importance de la Nouvelle-Calédonie est encore renforcée par le fait qu'elle se trouve au confluent de l'océan Pacifique et de l'océan Indien, c'est-à-dire dans une zone de trafic intense des flottes de guerre et marchandes (voir notre article en page 16). C'est dire que la perte de ce territoire aurait de funestes conséquences pour l'impérialisme français et pourrait même, à terme, déstabiliser la Polynésie, obligeant la métropole à fermer son centre d'essais nucléaires.

Dès lors, les principales forces politiques jouent, sur les événements actuels, une partie de leur crédibilité auprès de la classe dominante. On comprend pourquoi le camp réactionnaire s'oppose, avec tant de virulence, à la reconnaissance des droits et de la souveraineté du peuple kanak. Avec cynisme, le général Janou Lacaze expliquait, le 14 janvier, devant l'Académie des sciences morales et politiques : « En ce qui concerne nos départements et territoires d'outre-mer (...) la principale menace à prendre en compte me paraît être celle d'une déstabilisation interne soutenue par des actions de terrorisme ou de guérilla. La situation en Nouvelle-Calédonie constitue un exemple à méditer. Nous devons y être particulièrement attentifs, car le Centre d'expérimentations nucléaires du Pacifique à Mururoa, le Centre spatial de Kourou, en Guyane, sont absolument essentiels au maintien de notre niveau technologique et, partant, à la cohérence de notre dispositif de défense. »

Capitulation devant la droite colonialiste

Relayant de telles prises de position, la droite a fait de la Nouvelle-Calédonie le principal terrain de son offensive de déstabilisation du régime. Ne pouvant guère attaquer le gouvernement sur une politique économique dont elle approuve pour l'essentiel la rigueur anti-ouvrière, elle cherche à rassembler l'ensemble des secteurs réactionnaires autour de la défense des possessions coloniales et d'exhortations musclées à la répression des « rebelles ». Cela lui permet notamment, à quelques semaines des élections cantonales, de limiter l'espace du Front national, particulièrement actif parmi les caldoches, comme l'ont démontré les émeutes de Nouméa le 11 janvier.

Devant cette offensive, le pouvoir socialiste a choisi de se présenter en garant des intérêts de l'impérialisme français. Ce fut, dans un premier temps, l'annonce du plan Pisani qui, par-delà la reconnaissance des aspirations de la population kanak, n'avancait que la perspective d'une « indépendance associée », perpétuant la domination de la métropole sur un Etat dépossédé des attributs essentiels de la souveraineté. On en a vu très vite les conséquences. Confronté à la pression des émeutiers caldoches, le représentant du gouvernement, Edgard Pisani, s'est retourné contre le mouvement national kanak, envoyant ses gendarmes « neutraliser » Eloi Machoro.

La montée au créneau de François Mitterrand a confirmé toutes les craintes. Oubliant ses engagements antérieurs, l'hôte de l'Elysée s'est avant tout présenté en défenseur de « l'intérêt de la France ». « L'intérêt de la France, selon le plan [Pisani], expliquait-il fort clairement sur Antenne 2, le 16 janvier, est affirmé de telle sorte qu'elle garde une capacité de décision dans le domaine de la sécurité, de la défense, dans le domaine des affaires étrangères, dans le domaine de la justice, dans le domaine de la sécurité intérieure (...) On ne peut donc dire l'indépendance : on doit dire indépendance-association avec la présence de la France (...) Il est important que chacun sache que les intérêts fondamentaux des uns et des autres servent préservés. »

Avec une telle orientation, il était inévitable que le président de la République s'engage un peu plus dans l'affrontement avec le mouvement national kanak. Car on ne peut concilier l'inconciliable : les prérogatives des colons et le droit de ceux qui subissent l'exploitation depuis cent trente ans. Devant la mobilisation massive de la droite caldoche à Nouméa lors de sa visite, voulant désamorcer les manœuvres de l'opposition, il s'est efforcé de donner des gages aux tenants de l'ordre colonial. Tel est le sens de la prolongation de l'état d'urgence, de l'annonce du « renforcement de la base militaire de Nouméa » et de la réouverture des mines de nickel de Thio. Et dans son allocution télévisée du 20 janvier, il n'a à aucun moment prononcé le mot indépendance.

Qui peut croire que les dernières mesures gouvernementales serviront à préserver les « intérêts des uns et des autres » ? Seuls les colons, la droite et l'extrême droite caldoches y trouveront un point d'appui. Déjà aujourd'hui, c'est le peuple kanak qui fait les frais de la répression, tandis qu'aucune entrave n'est mise aux manifestations des caldoches et à l'armement de leurs milices. Les dirigeants de la droite calédonienne peuvent menacer de passer à la lutte armée, comme l'a fait le maire de Nouméa durant le voyage de Mitterrand. Mais ce sont près de cent militants nationalistes que l'on met derrière les barreaux, ce sont les tribus kanakes que les forces de l'ordre investissent et dont ils saccagent les habitations (voir page 4).

Dans ces conditions, la prolongation de l'état d'urgence, le renforcement de la pré-



Conférence de presse de Jean-Marie Tjibaou, à Nouméa, le 18 janvier.

sence militaire française (venant après l'envoi de mille hommes de troupes supplémentaires) ne peuvent signifier que l'accentuation de la répression anti-indépendantiste et le refus d'accéder aux revendications du FLNKS. Inخورablement, c'est une nouvelle guerre coloniale dont Mitterrand pose les jalons.

L'ombre de Guy Mollet

Aujourd'hui, l'utilisation des forces de répression vise à mettre le FLNKS sur la défensive. Demain, si par exemple le scrutin d'autodétermination (organisé sur la base d'un corps électoral façonné par l'occupation coloniale et où les Kanaks sont minoritaires) débouche sur une victoire des anti-indépendantistes, cette armée et cette police pourront servir à noyer dans le sang le mouvement des masses kanakes.

L'histoire se répète parfois sous la forme d'une farce lugubre. Le 6 février

1956, un président du Conseil socialiste du nom de Guy Mollet était accueilli à coups de tomates par les colons d'Algérie. Bien qu'étant parvenu au pouvoir sur la base d'un engagement à « faire la paix en Algérie », il se retourna illico et engagea la France dans la guerre à outrance contre le FLN. L'issue de la visite de Mitterrand à Nouméa n'est pas loin de rappeler ce sinistre épisode.

Il est cependant encore possible d'arrêter l'engrenage de la guerre coloniale. Mais il faut pour cela accéder aux demandes du FLNKS, reconnaître la souveraineté du peuple kanak sur sa terre et s'engager dans la voie d'une véritable indépendance. Et il faut, en tout premier lieu, cesser la répression, lever l'état d'urgence, retirer toutes les forces d'occupation militaires et policières, libérer les prisonniers kanaks. La visite en France de Jean-Marie Tjibaou, président du gouvernement provisoire de Kanaky, est l'occasion de le dire tous ensemble.

Christian Picquet

MEETING DE SOLIDARITE

Organisé par l'Association
information et soutien
aux droits du peuple kanak

AVEC JEAN-MARIE TJIBAOU

Mardi 29 janvier, 20 h 30
Espace Balard, M° Balard



Bienvenue
à
Jean-Marie
Tjibaou

Une nouvelle phase du combat kanak

De retour de Nouméa, François Mitterrand a annoncé deux décisions significatives de l'orientation actuelle de la politique du gouvernement français : l'adoption d'une loi prorogeant l'état d'urgence et le renforcement de la base militaire de Nouméa. Le rétablissement intégral de l'ordre colonial est un élément clef du plan néo-colonial d'Edgard Pisani.

Le FLNKS a comptabilisé à ce jour treize tribus kanakes investies par les forces de l'ordre dans la dernière période. Toutes ont été dévastées par les gendarmes mobiles qui, par exemple à Nassirah, ont brûlé deux maisons. Une de leurs pratiques courantes est de piller les villages kanaks et d'emporter des trophées de guerre comme des casse-tête. Au total, 97 indépendantistes sont en prison, 134 fusils ont été saisis aux Kanaks, et il y a eu 14 morts dans leurs rangs depuis le mois de novembre dernier. Pourtant, les milices d'extrême droite peuvent impunément s'organiser, les promoteurs de barrages anti-indépendantistes n'ont pas été inquiétés, aucune saisie des armes détenues par les caldoches n'a été entreprise, les auteurs des plasticages de la Saint-Sylvestre n'ont pas été retrouvés, et tous les soirs les Européens de Nouméa peuvent, malgré le couvre-feu, se réunir tranquillement dans la capitale et circuler en voiture autour des habitations des indépendantistes, comme ils l'ont toujours fait.

Désarmer les Kanaks et laisser faire les caldoches, telle est la politique concrète du gouvernement français. Cela ne fait évidemment qu'encourager les menées agressives des ultras contre le peuple kanak. Lorsque le corps d'Eloi Machoro était veillé à la morgue de Nouméa, des groupes fascistes ont par deux fois, et en pleine nuit, tenté de s'en emparer. Sans doute pour se livrer à quelque fête sauvage autour de sa dépouille de manière à mieux exorciser le danger qu'il représentait à leurs yeux. Samedi 19 janvier, une demi-douzaine de

voitures d'Européens armés ont tenté une opération d'intimidation contre le siège de l'Union calédonienne. Interceptés par des militants indépendantistes kanaks, les véhicules ont été bombardés de pierres. Lorsque les CRS sont arrivés quelques minutes plus tard, ce sont les Kanaks présents qu'ils voulaient charger.

La collusion objective entre l'action répressive du gouvernement et les menées subversives antiKanaks des colons se prolonge par une coopération sur le terrain. Lors de la manifestation pro-française du 18 janvier, policiers municipaux et manifestants européens étaient au coude à coude. Et il est inutile de se demander de quel côté vont les sympathies de CRS formés pour casser de l'immigré en métropole et de gendarmes mobiles exercés à la répression coloniale depuis de longues années.

Le FLNKS se trouve donc dans une situation difficile. Une grande partie du terrain conquis par les mobilisations indépendantistes a été repris par les forces répressives. Ainsi quelques 400 parachutistes encerclent la ville de Thio pour réduire le bastion du FLNKS. Les procès, les arrestations et les intimidations antikanaks vont se multiplier encore. Par ailleurs, l'assassinat de Machoro a laissé un grand vide dans le domaine de l'organisation de la mobilisation offensive du peuple kanak. Il faudra sans doute du temps pour combler cette perte. Mais ce coup porté au FLNKS ne signifie nullement un recul du mouvement indépendantiste. Certes, la prorogation de l'état d'urgence a

Message du FLNKS à la LCR

Nouméa, le 24 décembre 1984

Chers camarades,

Très sensible aux sentiments que vous nous avez manifestés à l'occasion du lâche assassinat de nos frères militants, je vous remercie de votre lettre.

Au moment où de nombreux politiciens français refusent d'admettre le fait colonial contre lequel nous luttons et dénaturent notre lutte en querelles de politique interne, nous apprécions votre solidarité.

Nous vous redisons notre détermination de lutter jusqu'au bout comme tous les peuples opprimés, en vue de l'indépendance kanake et socialiste.

Sentiments les meilleurs.

Jean-Marie Tjibaou

un objectif évident. Il s'agit de donner un coup d'arrêt net aux mobilisations indépendantistes et de créer un climat d'accoutumance à la répression. Les prisonniers politiques du FLNKS serviront dans ce cadre d'otages pour Pisani. Mais on assiste à une réflexion dans le FLNKS autour des nécessités de réorientations tactiques. En effet, un nouvel élément intervient dans l'affrontement que tout le monde sait à terme inévitable avec les représentants locaux du colonialisme. La relative passivité des forces répressives dont les premières actions du FLNKS ont pu tirer parti, n'est plus de mise. L'assassinat de Machoro en a sonné le glas. L'affrontement à venir a donc toutes les chances de prendre la forme d'une guerre coloniale. C'est d'ailleurs dans un but dissuasif vis-à-vis du peuple kanak que Mitterrand envoie des renforts en Nouvelle-Calédonie. Tout en se préparant à cette éventualité, le FLNKS est donc contraint de

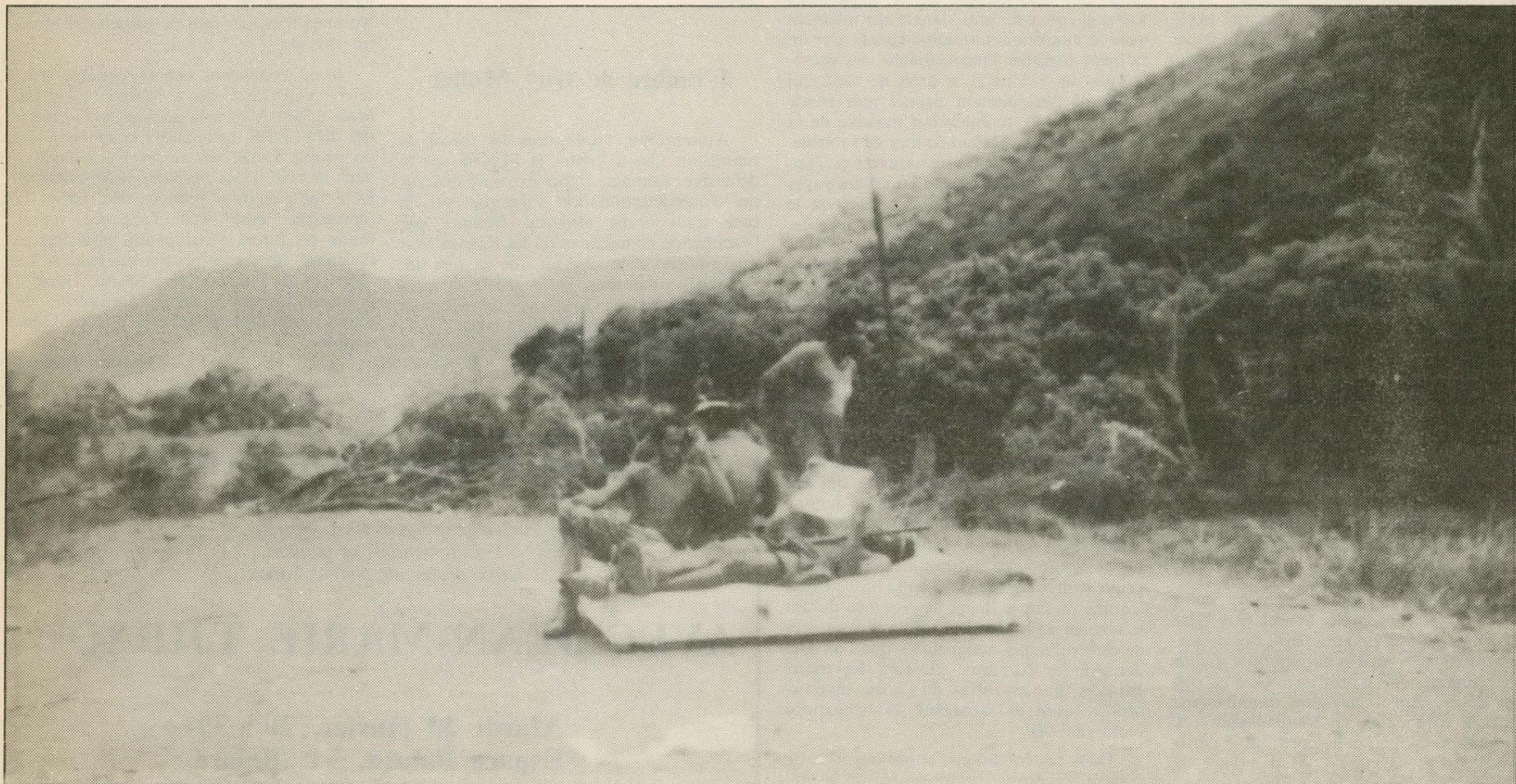
poursuivre les discussions avec le gouvernement colonial pour arracher le maximum de concessions. Pendant ce temps, la solidarité internationale, la reconnaissance et le soutien apportés au FLNKS de par le monde peuvent contribuer puissamment à améliorer les rapports de forces en faveur du peuple kanak.

Un nouveau terrain de lutte doit aussi être occupé par le FLNKS : c'est celui de la mobilisation démocratique pour la libération des prisonniers politiques ou autour de revendications partielles et locales. Ces luttes devront s'exprimer sous une forme originale si elles veulent contourner les dispositions de l'état d'urgence et éviter dans un premier temps au moins une répression trop forte de la part du pouvoir colonial. L'histoire de la guerre d'Algérie est riche en initiatives de ce genre (manifestations de femmes et d'enfants, résistance passive sous différentes formes, grèves, etc.) Elles peuvent se coupler avec des actions symboliques de dénonciation de l'ordre colonial et de ses exactions (journée de commémoration de l'assassinat de Machoro par exemple...) Tout ceci facilitera le maintien de la cohésion des forces indépendantistes, évitant tout effilochage de la mobilisation.

Loin de s'acheminer vers une période de déclin des luttes indépendantistes, le repli tactique qui apparaît face à l'ampleur des forces de l'ennemi se double d'une radicalisation de la prise de conscience nationaliste. Cette radicalisation est le produit de l'expérience concrète des indépendantistes. Il n'y a là aucun mystère. Même si la droite tente, suivant une démarche paternaliste classique de l'attribuer à un ennemi extérieur. Le quotidien *les Nouvelles calédoniennes* écrivait récemment qu'une « fraction du mouvement indépendantiste était manipulée par l'extrême gauche française et que cela inquiétait Mitterrand ». Cette vision policière de la lutte d'émancipation d'un peuple est bien dans la tradition coloniale. De celle qui a conduit à de sanglantes guerres contre les peuples opprimés et à des victoires anticoloniales chèrement acquises par eux.

Vincent Kermel

Barrage kanak, à Thio, au mois de décembre.





De tous les coins de l'Hexagone

La mobilisation autour du combat du peuple kanak et du FLNKS s'est renforcée en réaction à l'assassinat d'Eloi Machoro et Marcel Nonnaro. Après avoir rendu compte la semaine dernière de la riposte parisienne, voici les échos des activités de soutien qui se sont déroulées en province.

LILLE

La riposte a débuté le mardi 15 janvier par un rassemblement devant la préfecture au cours duquel une délégation a remis une motion de protestation. Le Comité information et soutien aux droits du peuple kanak local a ensuite organisé le 18 un meeting avec un représentant de l'Association nationale. Hnalaine Uréguei, représentant en France du FLNKS et la veuve de Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union calédonienne, assassiné en septembre 1981, à qui Eloi Machoro avait succédé. Soutenu par la LCR, le PCML, la FGA et le Cédétim, la soirée a réuni plus de 200 personnes, dont de nombreux étudiants étrangers. Le journal local du PCF *Liberté* a rendu compte de la soirée en publiant les propos de Hnalaine Uréguei et de Maguy Declercq. Enfin, il faut signaler que des propositions de jumelage sont discutées au sein de l'UL-CFDT.

ANGERS

70 personnes ont participé à une manifestation très dynamique le 19 janvier sous des banderoles unitaires signées par la LCR, LO, la FA et l'École émancipée. A signaler la présence derrière la queue du cortège d'une dizaine de provocateurs du Front national qui criaient des slo-

gans du type « La France aux Français » et « Machoro, on t'a eu, Mitterrand, on t'aura ».

GRENOBLE

Une manifestation a regroupé 200 personnes à l'appel de la LCR, du GRS, du PCML, du PCOF, de la LST, du Centre inter-peuple et du Comité Amérique centrale avec la participation des militants kanaks de la ville. Une délégation a été reçue à la Préfecture et un comité unitaire a été créé le soir même.

ORLEANS

Une cinquantaine de manifestants ont répondu à l'appel de l'UIS-CFDT de la LCR, de LO, des JCR, et de l'UTCL et se sont rendus à la Préfecture. Le 14 janvier, le journal local, *la République du Centre* et FR 3 Radio Centre se sont fait l'écho des mobilisations.

TOULOUSE

Mardi 15 janvier, a eu lieu une manifestation combative de 250 personnes, appelée par la LDH, les étudiants et associations kanaks, la LCR, LO, l'UTCL et des militants occitans. A noter la banderole d'une représentante de LKS et de banderoles du PCI. Une association locale s'est créée.

ROUEN

Lundi 14 janvier, 120

personnes sont venues manifester dans le centre ville à l'appel de la LCR. La manifestation s'est terminée devant le siège du PS qui a fermé précipitamment ses portes. Une prise de parole a eu lieu sur le Perron. Des contacts ont été pris en vue de la création d'un comité unitaire.

St-Etienne du-Rouvray

Notre camarade Michèle Ernis, qui siège au conseil municipal, a tenu, lors de la séance publique de janvier, à rappeler le soutien de la LCR au FLNKS, à dénoncer la politique colonialiste du gouvernement français et à saluer la mémoire d'Eloi Machoro qui venait d'être assassiné. Les travailleurs, venus nombreux à ce conseil municipal, l'ont écoutée avec attention. Il faut signaler le silence tant de la droite qui, lors d'un conseil précédent, faisait observer une minute de silence « contre les dictatures de gauche où il n'y a pas d'espoir, parce qu'au moins, il y a de l'espoir dans les dictatures de droite », que des élus du PS et du PCF.

MARSEILLE

La LCR, les JCR, le PCML, l'ASTI, le Groupe antifasciste, le MCA, le Parti humaniste, le GRAC (anciens militants du PC), le groupe Afrique ainsi que Radio Gazelle et Radio Galère, organisaient une manifestation le 16 janvier. Elle a regroupé 200 personnes.

DIJON

Un communiqué commun a été publié par la LCR, LO, le PCI et l'OCL. La LCR et LO ont appelé à une manifestation le lundi 21 qui a réuni une soixantaine de participants. Un

meeting unitaire est prévu pour la fin du mois. De son côté, le Front national envisage un meeting anti-indépendantiste à la même période.

STRASBOURG

Juste après l'annonce de l'assassinat d'Eloi Machoro, une voiture-sono de la LCR a sillonné la ville. Vendredi, des distributeurs de tracts unitaires d'appel à la manifestation ont été menacés par une vingtaine de membres du Front national. Le rassemblement convoqué par l'Association locale, soutenu par la LCR, les JCR, LO, Strasbourg-Alternative, le Cédétim, le PCOF et auquel participaient des Kanaks, a réuni 60 personnes. Des échauffourées ont eu lieu avec une vingtaine de fascistes (PFN et quelques membres du FN) venus provoquer.

LYON

Le FLNKS, ainsi que la LCR, l'AMR, les CCA, les Verts, les JCR et des militants libertaires ont organisé une manifestation qui a réuni 300 personnes.

NANCY

La LCR a publié un communiqué de presse ainsi qu'un tract sur la ville. Un meeting aura lieu le 30 janvier, organisé par la LCR, le PSU, le MAN. Pour l'instant, ni le PCF ni LO ne participent. Des discussions unitaires sont en cours pour l'organisation d'un meeting à la fin du mois.

LIMOGES

La presse régionale et FR 3 ont diffusé le communiqué commun de protestation envoyé par la LCR, LO, le PCML, l'Institut

d'études occitanes et le Parti nationaliste occitan.

RENNES

La LCR a organisé une distribution massive de tracts le 19 janvier. Une réunion unitaire a été convoquée pour le 22 janvier afin d'organiser une manifestation. Le 29 janvier aura lieu une réunion organisée par le CRIDEV sur la Nouvelle-Calédonie avec peut-être un orateur du FLNKS.

MONTBELIARD

Une réunion unitaire a été convoquée par la LCR, le 15 janvier. Le PSU, LO et *Ingérence* (journal publié par d'anciens militants de l'OCT) y étaient présents. Le PSU et LO ne se sont pas associés à l'appel à un rassemblement après des tergiversations. Une réunion est

envisagée avec la participation de l'Association Information et soutien aux droits du peuple kanak.

METZ

Un tract unitaire a été distribué, signé conjointement par le PCF, la LCR, et le Comité de soutien aux peuples en lutte, qui « *estime qu'il est urgent de réagir, qu'il n'y a pas de fatalité, qu'une autre voie est possible et que les travailleurs français et leurs organisations ont un grand rôle à jouer pour l'imposer. Elles exigent la constitution d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les circonstances de la mort d'Eloi Machoro et Marcel Nonnaro.* »

Jean-Jacques Laredo avec l'aide de nos correspondants

BASE AERIEENNE DE FRANCAZAL

La hiérarchie contre les Kanaks

Au lendemain de l'assassinat de dix Kanaks à Hienghène, trois appelés caldoches de la base aérienne de Franczal, près de Toulouse, provoquent une douzaine d'appelés kanaks de la même caserne. Ceux-ci n'entendent pas se faire insulter alors que leurs frères viennent de tomber et une bagarre se déclenche. La réaction de la hiérarchie ne se fait pas attendre : les trois Caldoches mangent dorénavant au mess des officiers, sous la protection des têtes galonnées tandis que les Kanaks purgent quinze jours d'arrêt et sont systématiquement de garde aux avions (alors que

cette corvée tourne normalement entre les appelés).

Non contente de l'envoi de 1 000 hommes supplémentaires, du renforcement de la militarisation du pays, la hiérarchie menace les Kanaks d'un retour en Nouvelle-Calédonie où on leur ferait jouer un sale rôle contre le FLNKS. On voit tout le cynisme de ces gradés qui trouvent dans la politique coloniale de Mitterrand l'occasion rêvée de remettre en vigueur les bonnes vieilles méthodes des guerres d'Indochine et d'Algérie.

Correspondant

PCF

Le congrès introuvable

La phase préparatoire du XXV^e Congrès s'achève. Les échos assourdis des votes des adhérents parviennent jusque dans la presse quotidienne. Ils sont peu flatteurs pour la résolution de la direction actuelle du PCF.

Mais ces votes contre, ces abstentions, auront-ils la moindre conséquence sur l'orientation et la composition de la direction ? On peut en douter. L'appareil en place a tout mis en œuvre pour éviter le débat sur le bilan... et les perspectives

Peut-il y avoir un débat démocratique au PCF ? La question, à quelques jours de l'ouverture du XXV^e Congrès, mérite d'être posée. De toutes parts, filtrent les résultats des votes des adhérents enregistrés lors des assemblées générales de section et de fédération. La résolution de la direction y est malmenée et se voit infliger un nombre sans précédent de contre et d'abstentions. L'extension nationale du phénomène et les secteurs touchés montrent que la base ouvrière du parti est en proie au doute.

Mais ce rejet partagé par nombre de militants communistes, quelles conséquences aura-t-il sur l'orientation, sur la direction et sur le régime intérieur du parti.

Bilan interdit

L'effort majeur de la direction, depuis juillet 1984, a été de vider le congrès de tout enjeu. Ayant pris la décision de sortir du gouvernement aussi brusquement que d'y entrer, le bureau politique et le comité central ont cherché à couper au nécessaire bilan du passage des quatre ministres au gouvernement, et de l'attitude du groupe parlementaire à cette occasion.

Le thème majeur des débats des militants du PCF, depuis le 10 mai 1981, portait sur la participation gouvernementale, ses modalités, l'effet dévastateur de la solidarité ministérielle sans faille apportée par le PCF au gouvernement. Beaucoup se posaient la question de savoir s'il fallait y entrer, au moment où la direction l'imposa au parti.

Au fil des mois, ils devinrent convaincus que le piège se refermait sur eux. Le PCF pratiquait un tel appui inconditionnel que même lors du traitement des dossiers de l'emploi dans le charbon, la navale, l'acier ou l'automobile, ministres et députés approuvaient des plans de licenciements massifs. La crédibilité du parti parmi les travailleurs chutait d'autant plus qu'il avait

tenu le langage intransigeant du refus de gérer au gouvernement une austérité de gauche, lors de l'élection présidentielle.

De l'échec électoral du premier tour de la présidentielle au désastre des européennes de juin 1984, ils devinrent légion, ces militants qui incriminèrent la pratique gouvernementale de leur direction. Le seuil de perte de toute crédibilité menaçant d'être franchi, le parti se retirait. Restent le doute et la soif de tirer les bilans.

Précisément, ce point ne figure pas à l'ordre du jour du congrès. La fédération de Meurthe-et-Moselle se souvient du vote du Plan acier, le 13 avril 1984, par les parlementaires communistes. Celle du Var constate, chaque jour à La Seyne, l'orientation du gouvernement Mauroy dans ce secteur. Celles du Nord-Pas-de-Calais savent chiffrer les coûts sociaux de la réduction de la production de charbon et de la fermeture des puits, que le PCF approuva malgré le départ de Georges Valbon, P-DG des Charbonnages de France.

Douloureux serait le bilan de la direction actuelle du PCF. Figure au premier plan la caution apportée à l'intervention au Tchad et au Liban, au discours de Mitterrand au Bundestag qui appuyait la mise en place des Pershing en Europe. Que de couleuvres avalées il faudrait faire régurgiter au bureau politique et au comité central.

Le prix d'un réel bilan, démocratiquement tiré devant l'ensemble des adhérents, minutieusement mené depuis le 10 mai 1981, serait la direction elle-même. Or la direction du PCF a-t-elle jamais eu l'habitude de se mettre en jeu lors des congrès ?

Un débat sans perspective

De bilan, point. Pourtant, les questions se pressent dans la bouche des militants. Fallait-il y aller, et pour quoi y faire ? L'affaiblissement continu ne vient-il pas de là ?

Le parti pourra-t-il s'en remettre et avec quelle orientation ? Car si, dans les textes de ce congrès, le passé n'existe qu'en regard du fameux « retard historique » remontant à l'après-guerre, le futur est encore flou.

Ce qui traverse les tribunes de discussion publiées dans *l'Humanité*, ce sont des questions stratégiques, concernant la voie électorale, la question des alliances, la place de la mobilisation, l'attitude à l'égard de la crise du capitalisme. Ce ne sont pas de petits thèmes, mais des questions essentielles.

Nulle réponse ne sera apportée au lendemain du congrès de février. Ayant rejeté l'alliance et interdit son bilan, le PCF n'a pas de perspective de rechange, si ce n'est le « nouveau rassemblement populaire majoritaire », apparaissant sous forme de sigle : « NRPM ». Qu'est le « NRPM » ? Certainement pas la « DDP » (dictature du prolétariat), liquidée par la grâce du XXII^e Congrès. Non plus l'« UG sur la base du PCG » (l'Union de la gauche sur la base d'un programme commun), le PCF en sort.

Et puis quelle différence avec la tactique précédente, quelle attitude à l'égard d'un PS dont il est dit dans la résolution qu'il reste un allié, non exclusif, mais un allié ? Le « NRPM », serait-ce une nouvelle formule pour dire « étape de démocratie avancée » ou « véritable » qui, selon les époques, servit de concept aux congrès d'avant-Mai 68 ? Alors il faudrait retrouver le chemin d'une certaine contestation de la V^e République, dont le cadre a été accepté par les quatre ministres au gouvernement. Et cela supposerait de contester, autrement que par quelques formules sur « le pouvoir monarchique », la toute-puissance d'un chef d'Etat dont on a été ministre...

Faute de réponse, les militants votent contre et s'abstiennent en masse. Ils ne seront pas entendus. La direction se sert de

l'Humanité quotidienne pour organiser un tir de barrage. Le 16 janvier, le bureau politique déclare dans un texte dénonciatoire que l'heure est à l'amalgame entre les contestataires et les tenants du complot contre le PCF, liant le PS à la droite et aux capitalistes. Depuis, chaque jour, le quotidien du parti publie les résultats tronqués d'un débat qu'il présente comme un mouvement indéfectible d'approbation de la résolution du comité central. Qu'importent les tribunes contradictoires et le décompte des votes qui passe le mur du silence.

Donc un débat verrouillé

La direction du PCF a-t-elle d'ailleurs d'autres choix que le marteau-pilon ? Pour que les bouches ne s'ouvrent pas, pour que les bilans ne soient pas tirés, pour que les perspectives demeurent dans un flou entretenu afin de ne déclencher aucun débat de fond, que faire d'autre ? Il s'agit surtout de préserver une direction qui a amené le parti à faire un score à peine supérieur à celui de Le Pen.

Il peut bien y avoir 30 % d'abstentions, 10 % de votes contre. Il peut bien y avoir une majorité de militants qui pensent que l'expérience depuis 1977 (rupture de l'Union de la gauche) et du passage au gouvernement est négative, la direction est sourde. Rivée à son poste, elle pense d'abord à durer.

Tony Lainé et Daniel Karlin ont raison quand ils disent dans leur tribune du 14 janvier que la direction « élabore en son sein et elle annonce la bonne parole ; pour le reste, une intolérance totale à ce qui vient

**Ils ferment nos usines
Ils investissent à l'étranger**

**FABRIQUONS
FRANÇAIS**

Parti communiste français





de l'extérieur répond à un silence quasi absolu sur ce qui se passe vraiment dans notre parti depuis quelques mois ». Ils ajoutent que « le problème que cela pose est que si la direction n'entend pas, elle ne peut plus être entendue, et c'est alors le parti tout entier qui, vis-à-vis du peuple de ce pays, risque de se transformer en un système clos ».

Karlin et Lainé espèrent en vain « un retour à un véritable centralisme démocratique ». Le PCF n'est pourtant pas réformable. Pourquoi croient-ils que la direction est sourde ? Pourquoi croient-ils que la direction ne souffre ni bilan, ni critique, ni débat de fond ouvert et démocratique ? Parce que Marchais est un imbécile ? Explication un peu courte...

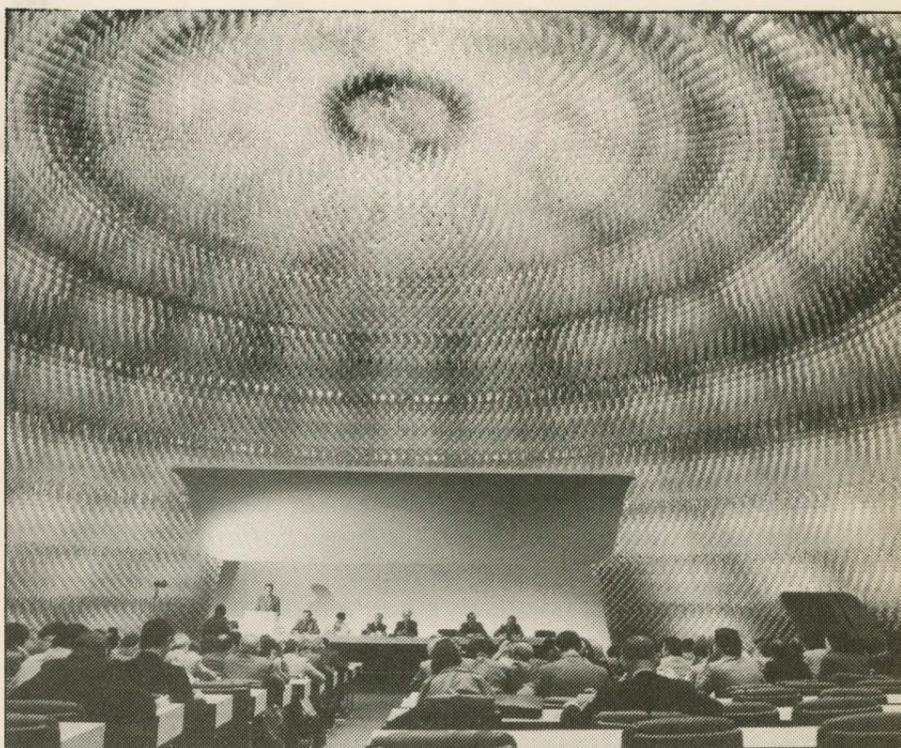
En fait, on touche là à la nature même de l'appareil dirigeant du Parti communiste. Il a ses intérêts matériels propres, distincts de ceux des travailleurs. Il ne suffit pas de constater la coupure entre la base, les militants et le corps fermé de l'appareil. Il faut en tirer la leçon qui s'impose : le parti est dirigé par un contingent de permanents

dont la caractéristique est de préserver ses intérêts particuliers, différents et disjoints de ceux des travailleurs. La direction n'est pas attachée à sa vérité politique, donc elle est sourde. Elle est attachée à ses postes d'appareil, donc elle est sourde.

De ce point de vue, Marchais en vaut bien un autre, qu'il se nomme Maurice Thorez ou Waldeck Rochet. Alors, les bouches peuvent bien tenter de s'ouvrir. Les militants peuvent bien contester la ligne et la direction dans leurs tribunes à l'Humanité, dans leurs prises de parole dans les sections et les fédérations. La montagne ne bougera pas. Quelques militants du comité central, voire du bureau politique, peuvent bien contester tel ou tel aspect de l'orientation de la direction. Mais, préoccupés par l'équilibre interne, soucieux de préserver les prérogatives des différents lobbies, le cœur de l'appareil, ses centres vitaux de décision ne bougeront pas.

Espérer une réforme du centralisme démocratique dans le parti, c'est, dans ces conditions, au moins aussi utopique que d'espérer réformer le capitalisme.

Jean Lantier



PCF-VAR

Le rassemblement peu populaire

Le rapport, présenté par la direction, a été adopté par 90 % des votants à la conférence de la fédération du Var, le 20 janvier, avec seulement 3 % de contre et 7 % d'abstentions. Cela peut sembler banal. Mais les questions brûlantes posées par la pratique quotidienne n'ont pas été effacées par ce vote.

● De notre correspondant

Le bilan n'est pas rose pour la direction. Le PCF a perdu lors des dernières municipales toutes les mairies d'Union de la gauche de la côte varoise, dont le bastion de La Seyne. Le parti, réduit à 12 % de l'électorat dans le Var, a perdu 50 % de ses électeurs sur la ville de Toulon. *La Marseillaise*, premier quotidien à la Libération, n'est plus lu que par 3 % des lecteurs de la presse hebdomadaire dans la région.

1984 a été marqué par la crise des chantiers Nord-Méditerranée (voir *Rouge* de la semaine dernière). Les militants de la CGT dans les chantiers, dont ceux du PCF, n'ont pas hésité à coordonner la lutte dans le groupe, sous le gouvernement Mauroy. Puis à défendre leur projet de nationalisation que *la Marseillaise* n'a jamais publié. Enfin à occuper le *Fairsky* (dernier bateau construit à La Seyne) en pleine campagne municipale, passant outre l'opposition du secrétariat fédéral qui jugeait cette action aventuriste à ce moment là.

Certains disaient ouvertement : « Nous sommes les révolutionnaires dans le parti et notre combat empêche les dirigeants de sombrer dans le réformisme. » Cette pression a semblé aboutir quand la direction a fait le choix de sortir du gouvernement.

Un mieux ?

La situation est-elle meilleure aujourd'hui ? On peut en douter. Certes, la sortie du gouvernement a donné un bol d'air qui permet aux sections de se recomposer progressivement. Mais de nouvelles interrogations apparaissent. A propos, par exemple, de la riposte nécessaire aux 480 premiers licenciements aux chantiers de La Seyne, dont 45 militants de la CGT ! « Pourquoi être sortis, disent certains, si c'est pour rester l'arme au pied pendant qu'on se bat seuls ici ? » Ces interrogations, ces doutes prolongent la crise interne, se traduisant souvent par des conflits de per-

sonnes : les secrétaires de la section du PCF des chantiers ont démissionné en bloc de leurs fonctions le mois dernier.

Et « comment » réaliser ce fameux rassemblement majoritaire ? Le slogan n'aide nullement à résoudre les questions concrètes qui se posent aux militants. Nées

de l'action, elles appellent pourtant des réponses claires et souvent immédiates. C'est pourquoi on s'est plus penché sur elles dans la préparation du congrès, que sur les propositions claires-obscurées d'un Juquin ou d'autres perçues comme des discussions de sommet.

C'en est fini pour toujours de l'unité d'action ? Certains « endurcis », hostiles à la participation du PC au gouvernement, tirent la conclusion qu'il ne faut plus faire aucun accord au sommet. Ni syndical, ni politique. Division, nous revoilà. Mais ils se heurtent, dans la CGT départementale par exemple, à la volonté d'unité syndicale portée par la section CGT des chantiers, pratiquement imposée à l'occasion de la grève du 25 octobre par exemple.

Plus d'alliance avec le PS ? Mais il va y avoir un cinquième et un sixième tour des

municipales à La Seyne, au cas probable où l'élection de l'UDF Scaglia serait invalidée. Alors que le PS vient de faire éclater le comité de soutien à la navale en se prononçant pour « l'ordre et la reprise du travail au chantier », le PCF doit-il faire liste commune avec lui dès le premier tour comme le propose le secrétariat fédéral ? Ou doit-il se présenter seul comme le veulent nombre de militants licenciés par le patron de « Nord-Med » avec l'aval du gouvernement et du PS la semaine dernière ?

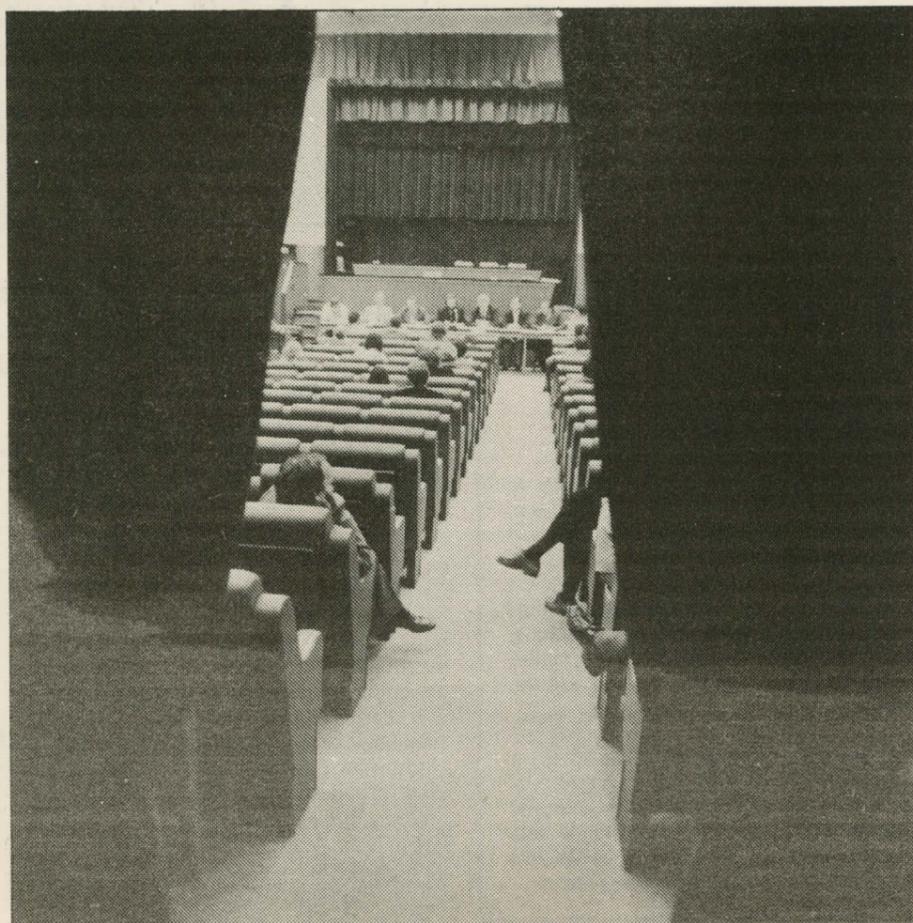
Questions en chaîne

Ouverture sans rivage à droite ? Sous la conduite de Danielle Demarch (députée européenne), la fédération a eu l'occasion, dès septembre 1984, de « tester la ligne », en organisant un front commun avec les élus de droite, à l'occasion de la manifestation de la navale du 19 septembre. Les responsables du PCF ont proposé au comité de soutien que la manifestation soit précédée d'un cortège des maires du Var et proposé un appel des élus. Etonné, l'UDF Scaglia s'enquit sur sa sécurité : « *Tout se passera bien* », lui répondit-on. Ravis, l'UDF Scaglia, l'UDF Arenx, maire de Toulon, le RPR Clautre, de Draguignan ont sauté sur l'aubaine ; ils ont ouvert la manifestation. Ecoeürés, des ouvriers des chantiers sont partis du cortège par centaines. Ils ont refusé de défilier derrière la droite tricolore. Ce type de « rassemblement populaire majoritaire » se traduisant par une alliance avec la droite contre le PS a provoqué une telle colère chez les militants syndicaux et politiques que la direction du PC aura du mal à faire oublier la manœuvre. Quant à la renouveler...

Alors, ce rassemblement, pourquoi ne pas le faire tout seul ? La direction s'y est essayée en convoquant trois jours avant la conférence fédérale, le jeudi 17 janvier, un rassemblement du PCF seul devant la mairie de La Seyne, « avec le parti qui a toujours été contre les licenciements » : bilan, une centaine de participants. Un fiasco !

La nouvelle tactique ne clarifie pas les choses. Les zig-zags de la direction n'empêchent pas les militants ouvriers, souvent fraternels, à la recherche d'une voie révolutionnaire efficace, d'attraper des maux de tête.

Charles Ming



La nouvelle escroquerie des patrons de Chapelle-Darblay

Au moment où les crédits accordés à l'industriel Parenco pour la reprise des Papeteries de la Chapelle-Darblay sont remis en cause par la Communauté européenne qui les juge trop élevés, l'affaire connaît un prolongement de taille dans la région rouennaise. Le nouveau patron des « Pap Chap » s'octroie un nouveau magot de 1,2 milliards, aux dépens des budgets municipaux des localités ouvrières voisines.

Un conseil municipal extraordinaire s'est tenu jeudi à Saint-Etienne du Rouvray devant trois cents personnes, attentives. Le budget de la municipalité se voit retirer 460 millions de centimes. Oissel et Grand-Couronne, où est implanté le second site des Papeteries Chapelle-Darblay dans la région rouennaise, perdraient respectivement 420 et 400 millions de centimes. Comment s'est faite cette escroquerie ? — parce qu'il faut l'appeler comme ça. La taxe professionnelle versée aux municipalités par les entreprises qui y résident est calculée sur la base de la masse salariale versée à leurs employés, et sur la valeur de leurs biens (murs, machines, stocks).

La municipalité de Saint-Etienne s'attendait certes à une baisse de la taxe perçue, vu la diminution du nombre de salariés repris sur la base du plan de reprise de Parenco (1 400 contre 2 000 avant la liquidation de l'entreprise), mais pas à une baisse calculée également sur les biens ! L'astuce trouvée par Parenco est simple : comme une partie du matériel a été rachetée pour un franc symbolique, la taxe professionnelle calculée sur la valeur des biens a été divisée par dix ! 1,2 milliards de centimes s'ajoutent ainsi aux trois milliards de centimes qu'avait déjà reçus John Kila, P-DG de Parenco, du gouvernement Mauroy pour restructurer la Chapelle-Darblay.

Encore un scandale de plus, mais rien de surprenant. C'est la suite logique du plan de reprise. Après plusieurs mois de lutte l'an dernier, après la remise en route de l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray sous le contrôle des travailleurs en grève, le gouvernement avait avalisé un plan qui doit à terme réduire de moitié (930) les effectifs salariés des Papeteries Chapelle-Darblay. Le PCF, à la tête de la municipalité, parlait alors de victoire !

L'an dernier, c'était les premières charrettes de licenciements. Aujourd'hui, c'est l'escroquerie sur la taxe professionnelle. Demain, ce peut être la mise en cause du

paiement des retraites. Et pourquoi pas après 1986, purement et simplement la fermeture de l'une des deux unités de production ? La menace est très fortement dans l'air. De fortes pressions des trusts du papier européen s'exercent auprès de la commission européenne concernée présidée par Delors, exigeant la remise en cause des crédits publics accordés l'an dernier à Parenco.

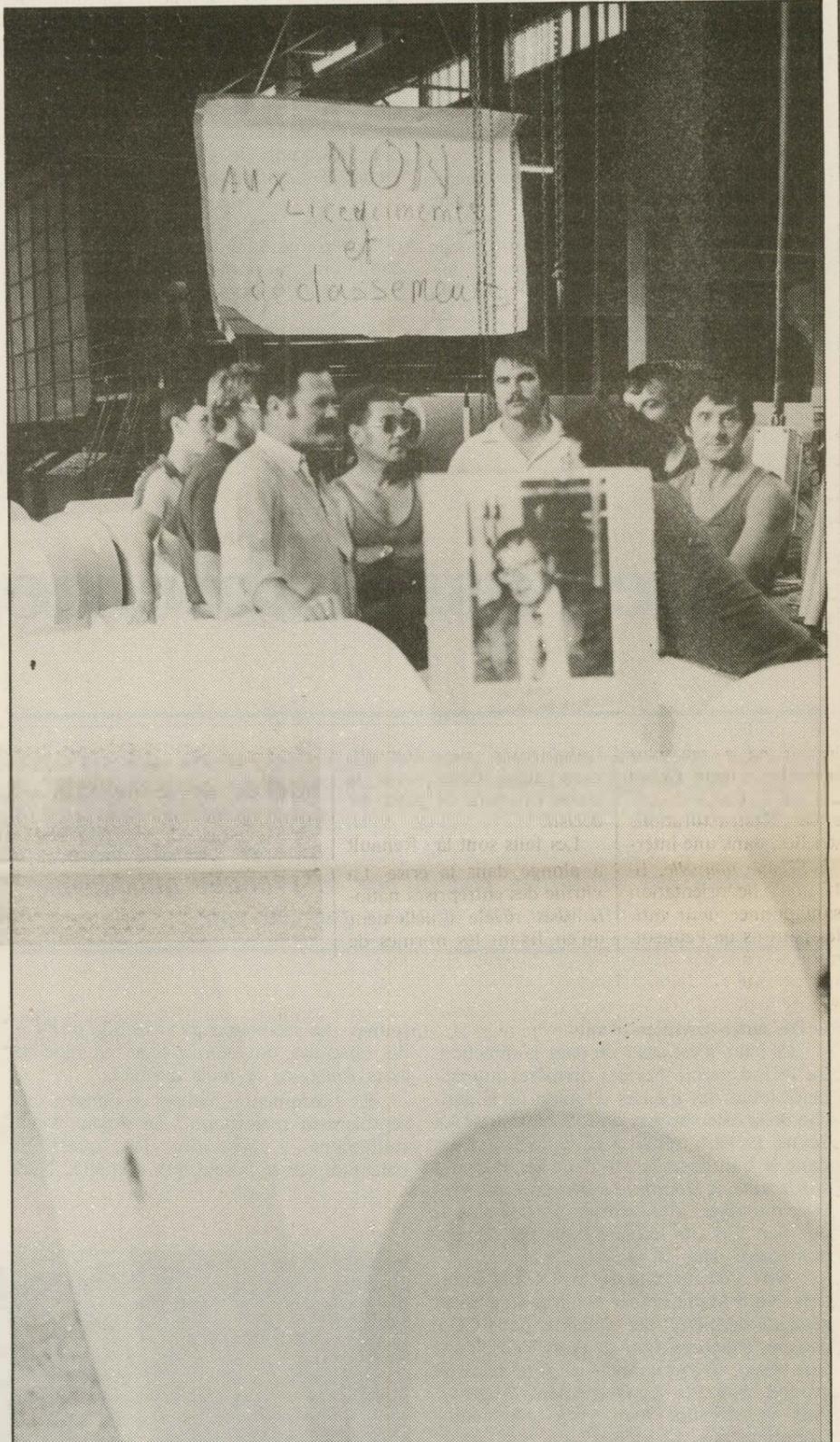
Le site de Saint-Etienne serait très vraisemblablement celui visé. L'unité de Grand-Couronne, ville dont Fabius est maire, probablement épargnée.

Nous l'avions dit à l'époque, le plan Parenco est un mauvais plan. Il n'y a rien à en attendre. Il s'applique sur le dos des travailleurs. Les patrons en tireront le profit maximum. Ils redoublent d'application avec cette histoire de taxe professionnelle.

Une question se pose d'ailleurs. Ceux qui ont signé l'accord Parenco au niveau du gouvernement étaient-ils au courant ? Était-ce une clause secrète ? C'est en tout cas une filouterie dans le droit fil de la politique officielle et publique du gouvernement aujourd'hui à l'égard du patronat : exonérations, allègements d'impôts, subventions privilégiées...

La dernière intervention de Laurent Fabius au Forum de l'Expansion en témoigne. Les patrons de Parenco sont simplement légèrement en avance dans l'« exonération » de la taxe professionnelle. Avant même tout changement législatif, ils utilisent un bon moyen de truer. Racheter une entreprise pour un franc symbolique, c'est un vol au grand jour. On jongle avec des millions. On est loin du petit larcin commis par des jeunes au chômage, qui se retrouvent, eux, en prison.

Pour la municipalité, avec une telle baisse, une refonte totale du budget serait à l'ordre du jour. C'est une hausse énorme des impôts locaux ou une baisse considérable des services rendus par la municipalité qui se profile. Le budget local,



Taxe professionnelle et taxe d'habitation

Cette arnaque des patrons des « Pap Chap » repose à nouveau la nécessité de la refonte de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation perçue par les municipalités. Toute la gauche caractérisait avant 1981 la taxe d'habitation comme un impôt injuste. Il faut savoir que la taxe professionnelle ne peut être augmentée que si l'on augmente d'autant de points la taxe d'habitation.

De plus, on ne peut pas augmenter la taxe professionnelle comme on le souhaite. Il faut tenir compte de la moyenne nationale. L'inverse n'est pas vrai par contre pour la taxe d'habitation. C'est l'œuvre de Giscard.

C'est dès 1981 qu'il fallait remettre

tout cela en cause. Le PCF ne cesse de faire des vœux pieux dans ses déclarations. Mais qu'a-t-il fait pendant les trois ans où il était au gouvernement ? Aujourd'hui, il lui est possible, avec ses municipalités notamment, de lancer une campagne nationale. Les travailleurs sauraient y répondre voyant leur intérêt. Mais aucune proposition ne vient.

Quant aux promesses du PS, c'est un tournant à 180 degrés. On n'entend plus parler de la taxe d'habitation comme d'un impôt injuste. La refonte de la taxe professionnelle par contre, ça vient ! Pour le plus grand bien des patrons.

comme le budget national, est déjà un budget d'austérité. La LCR ne l'avait pas voté pour cette raison au conseil municipal. D'une part nous refusons l'enveloppe globale des finances communales, (ou les choix nationaux) et d'autre part, nous condamnons notamment le faible taux de la taxe professionnelle des grandes entreprises à percevoir.

S'il faut dénoncer haut et fort ce qui est en train de se passer, il est tout aussi important de savoir comment réagir. Il faut exiger de l'Etat une subvention pour que le budget actuel puisse s'appliquer dès maintenant. Il est hors de question d'envisager de réduire les services de la commune parce que l'argent n'est pas rentré. Un fond national existe, formé pas les surplus des communes percevant justement de grosses taxes professionnelles. Mais, devant les demandes qui se multiplient au rythme des fermetures d'entreprises que subissent les communes sur leur sol, l'Etat accorde à certaines municipalités ce qu'il refuse à d'autres. Cette solution ne peut qu'être

ponctuelle, que se passera-t-il d'ailleurs l'an prochain ?

La seule solution est que les patrons des Papeteries Chapelle Darblay paient leur dû cette année et les années qui viennent sans réduction. Bien sûr, il faut une commission d'expertise, comme le demande la majorité communiste du conseil municipal, mais la seule vraie réponse, c'est de les obliger à verser.

Ce n'est pas commune par commune, c'est une bataille nationale qui doit s'enclencher pour mettre fin à ces arnaques, pour exiger la refonte de la taxe professionnelle. Il n'y a aucune illusion à se faire sur ce point sur un éventuel soutien du gouvernement. La seule chose qu'ils comprennent c'est le rapport de forces. C'est cette volonté d'ailleurs qui s'est exprimée jeudi à la fin du conseil municipal quand les travailleurs et la population présents à la séance ont voté ensemble une motion engageant la bataille.

Michèle Ernis
conseillère municipale de la LCR
de Saint-Etienne du Rouvray

Renault au premier rang

Le nouveau P-DG de la Régie Renault va cogner vite et fort. Les raisons de la « démission » de Hanon et de l'arrivée de Besse sont d'abord politiques. Le front commun s'impose, sans hésiter, contre l'attaque.

Le désastre financier de la Régie Renault était déjà connu en mai 1984, lorsque Fabius, alors ministre de l'Industrie, imposa la reconduction de Hanon comme P-DG. Celui-ci avait pour mandat de liquider des milliers d'emplois, d'associer les directions syndicales à la restructuration. Ce fut l'objet de la tentative d'accord cadre sur l'emploi négocié avec les fédérations de la métallurgie de toutes les centrales syndicales, y compris la CGT. Le « non » des syndicats CGT et CFDT de Renault a scellé le départ de Hanon. Puisqu'il s'avérait impossible d'intégrer les syndicats au dispositif anti-ouvrier, il ne restait plus que la méthode forte. Début janvier, Edith Cresson, ministre des Restructurations industrielles, dans une interview à *l'Usine nouvelle*, fixait la nouvelle orientation en osant donner pour modèle les patrons de Peugeot. En annonçant à la télévision que le problème de Renault devait être réglé « dans les prochains jours », Mitterrand confirmait le choix gouvernemental.

Ainsi, il n'y a aucun doute. L'arrivée de Besse à la Régie Renault signifie que le

gouvernement a choisi de cogner vite et fort, le plus vite et le plus fort possible avant les échéances électorales de 1986. Un affrontement est imminent.

Le déficit annoncé de la Régie pour 1984, de neuf ou dix milliards, est équivalent à celui de toute la sidérurgie. Le nombre de suppressions d'emplois préparées par le gouvernement varierait entre dix mille et vingt mille. Un ou deux travailleurs de Renault sur dix est menacé de perdre son emploi. Des usines entières, à commencer par l'île Seguin à Boulogne-Billancourt, sont menacées de liquidation. L'enjeu pour les travailleurs de Renault, mais aussi pour toute la classe ouvrière du pays, est décisif.

Les faits sont là : Renault a plongé dans la crise. La vitrine des entreprises nationalisées révèle cruellement qu'en fixant les normes de la production capitaliste à ces entreprises, on obtient exactement les mêmes résultats qu'avec les autres entreprises privées. Peugeot et Renault ont finalement connu la même trajectoire : l'échec de la tentative des années 1970 pour transfor-

mer ces deux groupes en firmes multinationales. Parayre, le P-DG de PSA, paya cette politique. Il fut remercié par la famille Peugeot qui a préféré la stratégie de repli orchestrée par le financier Calvet. L'Etat, actionnaire de Renault, fait la même chose en démissionnant Hanon et en appelant Besse, l'expert qui a fait ses preuves à Pechiney.

Contrairement aux fracas

contractés sur les marchés internationaux pour financer les investissements réalisés sur tous les continents.

Faire front contre l'attaque qui se prépare, mettre toutes les querelles intersyndicales au vestiaire pour réaliser dans les jours qui viennent l'indispensable combat dans l'unité : telle est la responsabilité du mouvement ouvrier à Renault. Il est temps de se rap-



amplifiés par les médias, il n'y a aucune relation de causalité entre les prétendus « sureffectifs » de Renault et l'ampleur du déficit, d'abord lié aux charges des remboursements des emprunts

Les coups de Mitterrand

Quelques phrases au cours de son intervention télévisée du 16 janvier ont suffi à François Mitterrand pour annoncer, puis déclencher de nouveaux ravages dans le domaine de l'emploi. La nécessité de régler le cas de Renault, l'annonce de l'accès de chaînes privées aux moyens de diffusion télévisés — court-circuitant le fameux plan câble — assénées en quelques mots par le chef de l'Etat se traduiront par de nouveaux licenciements dans deux branches déjà sévè-

rement touchées : l'automobile et l'électronique.

Cette politique baptisée modernisation est mortelle. Les suites de l'affaire Chapelle-Darblay en donnent une preuve de plus s'il en était besoin. Un an après les premières charrettes de licenciements, de nouvelles menaces s'accroissent, mettant en danger maintenant la vie des municipalités voisines.

Trois exemples soulignent l'actualité d'une seule issue : la lutte, ensemble.

per que la seule arme dont disposent les ouvriers pour défendre leur emploi, c'est la lutte jusqu'au bout, jusqu'à satisfaction des revendications, et la préparation d'une grève générale de la Régie, pour faire reculer la direction.

Jean-Claude Bernard



Besse de profil

Le président de Pechiney a redressé les comptes du groupe à coups de hache. Pour Mitterrand, c'est un bon modèle.

« Tout au long de ma carrière de dirigeant de sociétés para-étatiques, déclarait Georges Besse à l'hebdomadaire *l'Usine nouvelle* quelque temps après sa nomination à la tête du groupe Pechiney nationalisé, j'ai toujours ou presque toujours gagné de l'argent, et parfois beaucoup. Parce que j'estime que c'est le seul moyen pour des entreprises de cette nature et pour les dirigeants d'acquiescer et de conserver une autonomie vis-à-vis de l'Etat actionnaire. Et j'ai bien l'intention de continuer à appliquer ce principe pour Pechiney. »

Effectivement, il n'y est pas allé de main morte. Dix-neuf sociétés du secteur

chimie du groupe ont été cédées à Rhône-Poulenc, Elf, CDF-chimie, dès 1982, entraînant deux mille suppressions d'emplois. Les effectifs de Pechiney dans la branche aluminium, principale production du groupe, sont passés de 30 391 en décembre 1982 à 24 375 en décembre 1983. Le nombre total de salariés employés par Pechiney a été réduit de 51 486 (dont 39 445 en France) en 1982 à 49 160 (dont 37 017 en France) en 1983. Le redéploiement du groupe, appuyé sur de nouveaux investissements au Canada, en Australie et en Inde pour développer son internationalisation, coûta, en 1982, trois milliards de

crédits publics.

La modernisation, style Pechiney, s'accompagne de la dégradation des conditions de travail : à Cegedur-Pechiney-Neuf-Brisach, la mobilité géographique est à l'œuvre ; elle s'accompagne du passage au travail en 3 x 8 et de la réapparition du travail le samedi matin et le dimanche de nuit.

Membre des bureaux de l'Union des industries chimiques et de l'Union des industries métallurgiques et minières du CNPF, Georges Besse ne manque pas de relations dans l'automobile : il côtoie Hanon (ex-P-DG de Renault) et Calvet, patron de Peugeot, dans les fauteuils du conseil d'administration de la société Elf ; il siège également au conseil d'administration du Crédit national aux côtés de Jean-Paul Parayre, ex-P-DG de Peugeot. L'ancien et le nouveau : Dieu, que ce monde est petit !

M. M.

FILIERES ELECTRONIQUES

Pan sur le plan câble !

L'ouverture de Mitterrand aux télévisions privées par voie hertzienne ne va rien arranger aux projets de plan câble. Les conséquences aggraveront l'état de santé de la filière électronique et ont toutes les chances d'allonger encore les listes de suppressions d'emplois.

Après plus de deux ans d'hésitation, le décret d'application sur la télévision par câble vient enfin de paraître le 19 janvier. Des réseaux locaux peuvent être constitués dans une limite de soixante kilomètres et de deux départements. « 15 % au moins des capacités affectées à la télévision seraient réservées aux programmes propres aux réseaux. » La diffusion de programmes étrangers ne pourra théoriquement pas excéder le tiers des capacités. Mais dans la pratique, de multiples dérogations seront possibles. De toute façon, cela risque fort d'être d'une importance secondaire car le plan câble, après avoir piétiné depuis deux ans, risque de s'embourber complètement.

Il est en effet enfermé dans le cercle vicieux suivant. La fibre optique demeure encore très chère ; un million et demi de centimes par prise. Pour devenir abordable, elle doit être produite en grande quantité. Or, 163 000 prises seulement sont actuellement commandées au lieu du million nécessaire à une baisse significative des coûts. Si le câblage est réalisé sous la responsabilité des PTT, ce sont les collectivités locales qui financent en partie l'établissement du réseau. Elles ne peuvent pas espérer de cadeaux de la part des PTT dont le budget est déjà largement ponctionné par l'Etat. Or, le P-DG de la Caisse des dépôts évaluait en 1983 le coût pour une municipalité à « 60 % de

l'investissement annuel par foyer ».

Il faut ensuite trouver entre cent et sept cents millions de centimes par an pour faire tourner une chaîne locale.

Dans ces conditions, plutôt que de s'endetter lourdement, nombre de municipalités risquent de se rabattre, au moins dans l'immédiat, sur la diffusion classique par voie hertzienne rendue possible par le feu vert donné aux télévisions privées par Mitterrand le 17 janvier. Et là, finies les grandes phrases sur l'expression locale, la convivialité... Les requins de l'audiovisuel trancheront. « Le match sera serré entre Europe 1, RTL, Hachette, Fillipachi et Hersant », commente le Monde. Les soixante-huitards reconvertis et les patrons modernistes regroupés dans *Libération* songent également à créer leur télé. Tous les discours sur le moins d'Etat auront, finalement, plus prosaïquement servi à une redistribution des cartes entre trusts de l'audiovisuel.

Alain Richard

ASSURANCES

Des archaïques par milliers

Première riposte de masse des travailleurs des différents services de l'UAP nationalisée, dont le plan de restructuration a un goût étrange de pente vers la privatisation.

Plusieurs milliers de salariés de l'UAP, numéro un — nationalisé — de l'assurance, étaient ce mardi matin en grève et manifestaient à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO et CGC. L'ampleur même de ce front syndical, rarement sinon jamais réalisé à l'UAP, est à lui seul révélateur.

Madame Chassagne, son P-DG, aussi connue pour ses spots publicitaires que pour ses affinités avec le pouvoir, a en effet réussi à faire l'unanimité contre sa politique !

Ses projets ? En filigrane de son plan de restructuration et de filialisation, c'est la privatisation de l'UAP qui est visée à terme. Et pour le personnel, c'est la remise en cause du statut et de ses acquis.

Ainsi l'exige la logique

patronale de rentabilisation de ce formidable collecteur d'épargne, et donc de capitaux, qu'est aujourd'hui l'assurance. Ainsi se traduit l'alignement des entreprises nationales sur les desiderata du CNPF.

Dès lors, on ne doit pas être surpris de voir ce patron « de gauche » revêtir la panoplie des patrons de choc : mutations, chantage aux licenciements, coups de force contre le comité d'entreprise et les représentants du personnel... Le tout au nom de la « modernisation », bien entendu !

Ce mardi matin, les « archaïques » étaient plusieurs milliers dans la rue, visiblement pas prêts à s'en laisser conter... Que madame Chassagne en soit sûre, elle n'est pas au bout de ses peines.

Pierre Jacques



Editorial des feuilles d'entreprises

Non Mitterrand, la Nouvelle-Calédonie ne sera pas l'Algérie !

Décidément, François Mitterrand cherche sa nouvelle guerre d'Algérie...

Le résultat net de son voyage en Nouvelle-Calédonie, c'est le maintien et le renforcement de la présence militaire française, c'est l'appui aux patrons du nickel (dont la Nouvelle-Calédonie produit le quart de la production mondiale).

Et pour faire bien comprendre au nom de qui il agit, il a exigé des députés au Parlement qu'ils votent ensemble, communistes, socialistes et élus de droite, une loi permettant l'extension de l'Etat d'urgence.

Non à la guerre coloniale

Ça recommence, comme pour l'Algérie : opérations de maintien de l'ordre contre les seuls Kanaks, fraternisation de la gendarmerie avec l'extrême droite caldoche, utilisation du GIGN contre les indépendantistes, maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France.

Le plan Pisani faisait, lui, semblant de parler de souveraineté du peuple kanak et d'un processus d'indépendance...

Et Mitterrand n'a pas eu le moindre geste pour que s'ouvre une enquête sur l'assassinat d'Eloi Machoro. C'est justement sa gendarmerie qui a tué le militant du FLNKS.

Mitterrand est finalement allé couvrir de l'autorité présidentielle le geste meurtrier des tireurs d'élite du GIGN.

Mitterrand est finalement allé assurer les patrons du nickel qu'ils pourront continuer d'exploiter les Kanaks.

Son assistance sur la présence militaire française à Nouméa montre combien Mitterrand se veut le gardien de la coopération avec les armées de Reagan pour maintenir l'ordre impérialiste dans cette zone de l'océan Pacifique.

Indépendance immédiate pour les Kanaks

Le Pen, Chirac et Giscard peuvent se rendre maintenant à Nouméa. Le sale boulot est déjà fait.

Les travailleurs, eux, n'ont aucun intérêt à la présence des paras et de la gendarmerie en Nouvelle-Calédonie. Pas plus qu'ils n'ont intérêt à ce que les patrons du nickel continuent d'exploiter les travailleurs, sous la protection des armées françaises.

La place des travailleurs français est aux côtés des indépendantistes kanaks, aux côtés des travailleurs exploités de Nouvelle-Calédonie.

Jean-Marie Tjibaou, porte-parole du FLNKS, compagnon d'Eloi Machoro, est en France.

Sa présence est l'occasion de manifester notre solidarité avec la lutte du peuple kanak pour son indépendance. Sa présence est l'occasion d'exiger du gouvernement qu'il reconnaisse immédiatement le droit à l'indépendance du peuple kanak.

Mobilisons-nous pour empêcher une nouvelle guerre coloniale !

TEXTILES VOSGES

Lutte chez Chague

Cent-quatre-vingts travailleurs sur le carreau, une riposte unanime et des débats d'ampleur au sein de la CFDT quant aux revendications.

Chez Chague, c'est le deuxième dépôt de bilan. Cent quatre-vingts travailleurs du textile sur le carreau. En 1978, lors du premier dépôt de bilan, une lutte déterminée avait permis de sauver la totalité des 257 emplois d'alors. Aujourd'hui un repreneur propose le maintien de trente emplois seulement dans une ville qui a déjà perdu 15 % de ses habitants en six ans.

Lors d'un meeting de soutien, le délégué CFDT, seul syndicat présent dans l'entreprise a réaffirmé avec force : « Ce sont cent quatre-vingt postes de travail que nous voulons. » A la tribune, le secrétaire régional de la fédération Hacuitex CFDT a exposé les revendications de sa fédération, réclamant la suppression des licenciements, les trente-cinq heures de travail sans perte de salaire pour les « smicards que sont les ouvriers du textile », une véritable filière du textile et la

création d'un office national, secteur nationalisé avec garantie de l'emploi et contrôle des travailleurs. Le secrétaire de l'Union départementale CFDT a, lui, prôné la modernisation stigmatisant les trente-cinq heures comme une « revendication plaquée », a défendu l'idée des travaux d'utilité collective (TUC). Le secrétaire de l'Union interprofessionnelle de secteur CFDT locale concluait en appelant à la solidarité collective, au refus des solutions individuelles et rappelait la logique infernale du capitalisme : « Que les patrons du textile modernisent ou non, ils licencient de la même manière ! »

La totalité des participants au meeting a parcouru la ville par moins vingt degrés. La lutte qui s'organise autour d'assemblées générales hebdomadaires va réchauffer l'atmosphère.

Charles Suze

THEOLOGIE DE LA LIBERATION

INTERVIEW DU PERE ANTOINE GISLER, MISSIONNAIRE

« Le virus révolutionnaire de l'évangile »

● **Qu'entend-on par théologie de la libération ?**

La théologie de la libération est, pour le moment, avant tout un phénomène du tiers monde. Elle est née dans un contexte d'oppression et de lutte contre cette oppression ; elle se définit comme un élément de cette lutte. Son terrain nourricier se trouve dans la pratique et l'expérience des chrétiens des communautés ecclésiales de base (CEB). Qui veut la comprendre doit les connaître. La réunion d'une CEB s'occupe de questions tout à fait « terre à terre » : problèmes d'eau potable, remise en état d'un chemin, vaccinations, ouvriers licenciés, etc. Les membres des CEB lisent aussi la Bible, et la commentent. Ils y découvrent un Dieu qui prend le parti des opprimés. Ils sentent mûrir en eux l'idée de se libérer d'un commun effort. C'est le « virus révolutionnaire de l'évangile » qu'exécrait Charles Maurras.

A partir de là, ils essaient de comprendre, d'analyser, de connaître les causes de l'exploitation dont sont victimes les pays du tiers monde. Alors, ils découvrent des mécanismes : ceux du marché, celui des structures socio-économiques. Ils consta-

tent l'existence de classes sociales, leur nature antagonique.

Les membres d'une CEB sont occupés principalement par l'action, l'entraide, le travail syndical, etc. Le but final, selon un mot connu, n'est pas d'interpréter le monde, mais de le transformer.

● **Et la théologie dans tout ça ?**

Nous y sommes en plein. En réfléchissant sur les textes bibliques, sur le Dieu qu'on y trouve et son engagement dans l'histoire des hommes, les membres d'une CEB font de la théologie. Ils ont besoin — ils le reconnaissent eux-mêmes — de l'aide fraternelle de l'homme du métier, c'est-à-dire d'un théologien. Mais encore faut-il que celui-ci s'engage avec eux et les accompagne dans leur lutte pour se libérer. Sinon, il risque d'y avoir incompréhension.

● **Pourquoi l'Eglise réagit-elle si négativement face à la théologie de la libération ?**

Je ne peux pas donner une réponse définitive et complète. Mais je voudrais souligner quelques éléments. La réponse de Rome n'est pas que négative ; mais l'aspect négatif y prédomine. Il y a, subjectivement

Trente ans après la condamnation des prêtres ouvriers par le Vatican, voici que l'on assiste à nouveau à une sorte de procès en hérésie contre la théologie de la libération.

Le fait que les tenants de celle-ci s'engagent souvent, en Amérique latine mais aussi en Asie et en Afrique dans la lutte contre l'oppression économique et politique constitue sans doute aux yeux de Jean-Paul II et de ses subordonnés, un écart que l'orthodoxie religieuse et conservatrice ne saurait tolérer. « Ceux qui espèrent que le pape viendra seulement pour les pauvres n'ont pas lu "Redemptor Hominis" (la première encyclique de Jean-Paul II, réd.). » « Le pape n'est pas un pape de classe », déclarait le secrétariat de l'épiscopat d'Amérique centrale et du Panama avant la visite du pape.

La théologie de la libération, par contre, s'inscrit justement dans la « lutte des pauvres » et prend clairement parti. C'est ce que rejette la hiérarchie religieuse de même qu'elle craint de ne plus pouvoir contrôler le développement de cette théologie. Pour mieux connaître ce qu'on appelle la théologie de la libération, nous avons rencontré le père Antoine Gisler, missionnaire spiritain, qui a vécu quinze ans aux Antilles et quatre ans au Sénégal et qui suit depuis longtemps ce courant.

parlant, un souci réel de la part du Vatican de sauvegarder l'intégrité de la foi. Mais la façon dont ce souci

s'exprime et la prise de position qui en découle indiquent, à mon sens, une méconnaissance de l'enjeu de

la théologie de la libération. Cette méconnaissance s'explique vraisemblablement par l'éloignement des responsables romains du contexte de lutte contre l'oppression.

● **Justement, quel est l'enjeu de la théologie de la libération ?**

C'est l'enjeu du Dieu de la Bible. A savoir : que les pauvres et les faibles cessent de subir l'oppression, qu'ils soient traités conformément à la dignité qu'ils ont aux yeux de Dieu. C'est important, car les chrétiens qui y sont sensibilisés tournent les yeux avec beaucoup d'espoir vers le Nicaragua, par exemple. Ils y trouvent beaucoup de raisons de s'engager dans le processus révolutionnaire en cours dans ce pays. De même, ils remarquent avec une grande inquiétude le silence de Rome devant l'agression que subit le Nicaragua, alors que ce pays cherche simplement à construire une société plus fraternelle, en fait plus conforme au projet de Dieu.

● **Le recours au marxisme est une des accusations principales de Rome contre la théologie de la libération. Qu'en est-il de ce recours au marxisme et pourquoi Rome y attache-t-elle tant d'importance ?**

Le marxisme, pour la

théologie de la libération, est un moyen utile pour comprendre les mécanismes par lequel s'exerce l'oppression sur des populations entières, principalement au tiers monde. Pour employer une formulation rapide, ce qu'on emprunte au marxisme, c'est sa méthode d'analyse de la société. Par contre, le marxisme en tant que philosophie athée est explicitement rejeté. C'est du reste tout à fait normal de la part de théologiens catholiques.

En revanche, Rome considère qu'il n'est pas possible de séparer chez Marx sa méthode d'analyse de la société de sa philosophie. Les théologiens de la libération sont d'un avis différent, avis d'ailleurs partagé par de nombreux marxistes eux-mêmes.

Propos recueillis par P. Girardet (La Brèche)

Reagan aime la théologie mais sans la libération

Il n'est pas inutile de souligner que les ennemis de la théologie de la libération et des courants progressistes dans les églises latino-américaines ne se recrutent pas qu'au Vatican. En 1980, se réunissait à Santa Fe, aux Etats-Unis, un groupe de travail devant préparer les grandes lignes de la politique des Etats-Unis envers l'Amérique latine, pour le cas où Reagan serait élu. Or, une partie du texte élaboré au cours de cette réunion dénonce la théologie de la libération et proclame la nécessité de lutter contre elle. A la même époque se constitue à Washington l'« Institute for religion and Democracy », dirigé par Peter Burger, sociologue protestant, et Michel Novak, journaliste écrivain, catholique. Ce vénérable institut est spécialement prévu pour dénoncer l'aide apportée par des groupes de chrétiens nord-américains à la théologie de la libération et à l'Eglise populaire en Amérique latine, plus particulièrement en Amérique centrale. Cet institut — toujours vénérable et éminemment démocratique — est financé par plusieurs fondations dont certaines proches du Parti républicain. Les voies du Seigneur sont décidément impénétrables...

Dessin de Plantu



« Chevènement passe des secteurs de pointe à la nécessité "d'individus de pointe" »

● **Comment expliques-tu le mouvement actuel de « retour de bâton » en faveur de « l'instruction » ?**

On est dans une période de concurrence acharnée. C'est vrai aussi sur le marché du travail, notamment pour les jeunes. On est aussi dans une période d'austérité. Dans une société en expansion, où il y a « de la place » pour tout le monde, on peut démocratiser. Dans une société où les places sont comptées, l'idéologie de la lutte pour l'existence reprend le dessus, surtout si, par ailleurs, on explique que l'issue de la crise est dans la mise en place de technologies de pointe, donc dans la créativité, donc dans la sélection d'une élite.

Ce n'est pas par hasard que Chevènement reprend la notion de l'élitisme républicain. Il passe des secteurs de pointe à la nécessité « d'individus de pointe ». Il faut ajouter que la vie d'un individu dépend de plus en plus de son cursus scolaire. Depuis que tous les jeunes passent au collège, la réussite au collège prédétermine assez largement les possibilités d'insertion professionnelle. Les parents attendent davantage de l'école qu'elle permette à leur enfant de s'en sortir, et de s'en sortir mieux que les autres, puisqu'il n'y a plus de place pour tout le monde. A partir du moment où l'école devient cette boutique dont on attend le diplôme qui permettra d'avoir un plus sur le marché du travail, il y a une pression pour un système concurrentiel : d'où la mobilisation derrière l'école privée.

● **Mais la crise de l'école a des racines antérieures à la crise économique ouverte dans les années soixante-dix...**

Bien sûr. Depuis le début de la V^e République, il y a eu tentative d'adapter la formation au développement industriel qui a pris les couleurs de la « démocratisation ». Mais le terme est ambigu : certes, on ouvre le secondaire dès 1959, avec la sixième et la cinquième pour tous (dès 1956, l'examen d'entrée en sixième fut supprimé), on crée le collège en 1963 (réforme Fouchet), et il y a une véritable ouverture de l'école aux enfants des milieux populaires. Mais, en même temps, il s'agit de former une main-d'œuvre correspondant aux différents échelons de la hiérarchie du travail. Et on va orienter une bonne partie des jeunes vers des filières et des classes de relégation (type classes pratiques, classes préprofessionnelles de niveau), qui doivent fournir une masse de jeunes pour occuper les 25 %, puis

35 % et 40 % d'emplois peu ou pas qualifiés. L'école est donc centrale, à la fois parce qu'il devient nécessaire au système de l'adapter à ses besoins en main-d'œuvre, et parce qu'il y a une poussée de la demande sociale de scolarisation.

● **Mai 1968 est aussi passé par là...**

C'est la deuxième étape. Il apparaît un mouvement sur l'école, qui ne s'accroche pas au problème des enfants exclus du système, mais qui vient des lycéens et des étudiants, contre le fonctionnement interne de l'institution. L'école est alors mise en cause, en tant qu'institution autoritaire, hiérarchique. Il y a donc deux phénomènes qui additionnent leurs effets : problème d'adaptation à la structure des emplois, et problème du fonctionnement interne de l'école.

● **On a l'impression qu'il y a maintenant un certain essouffement de l'enthousiasme pédagogique né après 1968...**

Les mouvements pédagogiques, centrés sur le vécu relationnel à l'école, manquent d'élan. Il y a épuisement du pédagogisme. Inversement, tout un courant sociologique, dans la continuité des travaux de Bourdieu, Passeron, Baudelot, Establet, recherche une expression pédagogique qui ne soit pas « pédagogue ». Comment peut-on articuler l'analyse anticapitaliste de l'école et la pratique quotidienne, dans la classe, sans pour autant être victime de la mystification pédagogique ? Peut-on définir une rupture pédagogique qui soit une rupture politique ? Où passe le politique dans la pédagogie ? J'avoue que j'en ai ras le bol de cette espèce de dissociation entre le discours global, qui est celui de militants politiques et syndicaux d'après 17 h, mais qu'on ne distingue pas dans leurs classes des autres enseignants et, d'autre part, des pratiques nouvelles dans la classe, mais qui, faute d'être analysées politiquement, conduisent les enseignants à l'idée que, quoi qu'ils fassent, les résultats ne changent pas. On fait du texte libre au lieu de faire des rédactions, et on s'aperçoit que les élèves qui apportent des textes libres « intéressants » sont ceux qui faisaient de bonnes rédactions. Dès lors, les enseignants sont tentés d'en revenir à l'idéologie des dons naturels, ou à celle des handicaps socio-culturels. L'impasse de certaines pratiques pédagogiques amène à penser que tout se passe hors de l'école et qu'on ne peut rien faire dans l'école.

Bernard Charlot participe à la formation des instituteurs à l'école normale du Mans. Il a collaboré à Politique-Hebdo, puis à Tumulte. Il est l'auteur de deux livres à recommander : la Mystification pédagogique et l'Ecole aux enchères (en collaboration avec Madeleine Figeat), aux éditions Payot. Récemment, Bernard Charlot s'est rappelé à notre bon souvenir, par la publication d'une tribune dans le Monde, sous le titre « Pédagogie rétro et modernisme flamboyant ». Autant dire que Bernard Charlot n'apprécie guère le cours impulsé par Chevènement à l'Education nationale. Nous non plus. Cela tombe bien. Parlons-en...



● **Tu contestes que la sélection scolaire soit liée à des handicaps socio-culturels ?**

Je mets en cause l'idéologie du handicap socio-cultu-

rel. On a eu le fatalisme biologique des « dons ». On a maintenant le fatalisme sociologique du handicap socio-culturel. Comme si le fait d'être enfant d'ouvrier

ou de paysan condamnait à l'échec scolaire. Ce qui est naturellement faux. Il suffit de constater qu'il y a quand même des enfants d'origine populaire qui « s'en sortent » à l'école, et qu'à l'inverse, des enfants de la bourgeoisie « coulent ».

Les enfants d'origine populaire n'ont pas de handicap socio-culturel. Ils n'ont pas de retard de développement à six ans du fait qu'ils ont eu peu de contacts avec l'écrit. Ils ont eu d'autres façons d'apprendre. Leur situation par exemple, exige d'eux une plus grande autonomie. Et dès qu'ils rentrent à l'école, ils sont plongés dans un bain de langage. S'ils subissent effectivement un handicap, c'est le handicap social dû au fait que les normes de l'école ne correspondent pas à la façon dont ils ont pu apprendre avant. Mais ce n'est pas un retard de développement culturel. Le handicap naît du décalage entre les exigences de l'école et le rapport au savoir des enfants d'origine populaire.

● **Comment cerner le point d'équilibre entre des pratiques nouvelles et l'illusion pédagogique ?**

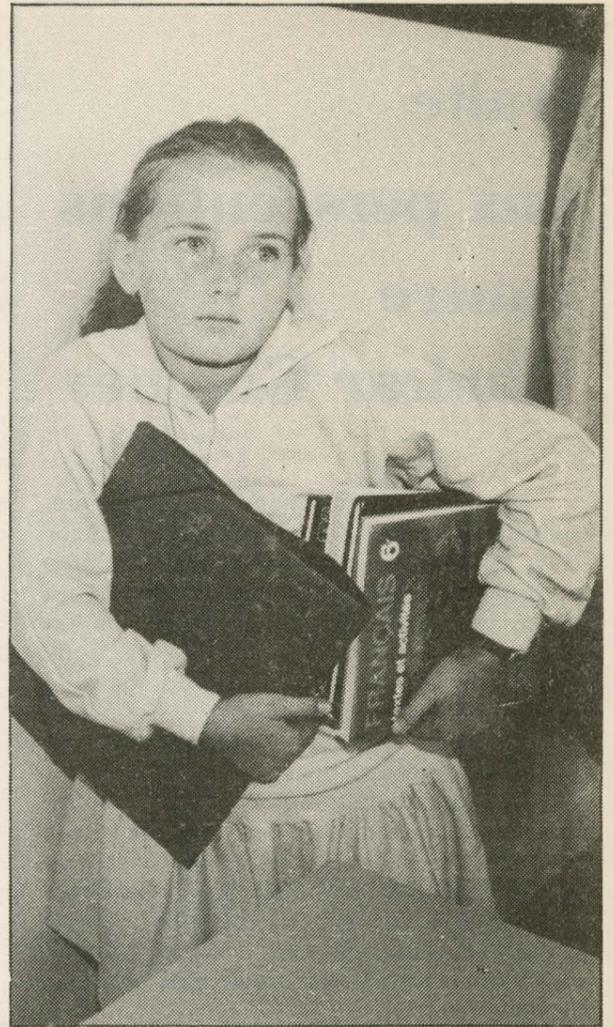
Ma réponse est en terme de rapport au savoir. Prenons l'exemple du texte libre. Qui a envie d'écrire quelque chose ? Les enfants d'origine populaire ont un rapport au savoir qui ne passe pas fondamentalement par la parole et l'écriture. Dans ce cas, la rupture politique dans la pratique pédagogique, c'est de mettre les enfants dans des situations où ils vont prendre la parole, parce qu'ils ont

quelque chose à dire, qui « vaut la peine » d'être dit. Et ce ne sera pas le beau texte libre sur les vacances où l'on a fait du ski, ce ne sera pas une poésie sur ses sentiments intimes, parce que pour un petit prolo plus que pour un autre, il faut un sacré culot pour s'imaginer que ses sentiments puissent intéresser les autres. Il faut donc apprendre la nécessité de prendre la parole et pas simplement en donner, la liberté.

● **Est-ce que tu ne tombes pas dans le risque de définir un savoir prolétarien dévalorisé ? Est-ce que l'abstraction est forcément la voie la plus complexe pour apprendre ?**

Je ne suis pas en train d'opposer savoir théorique et savoir pratique, savoir bourgeois et savoir prolétarien. Quand un instituteur apprend à faire des additions, il peut s'y prendre de deux façons. Ou bien il passe par le tableau noir et le discours. Ou bien, dans une classe coopérative, on aura besoin d'apprendre à faire des additions, pour résoudre des problèmes concrets. Dans un cas, ce savoir est acquis dans un monde d'apprentissage fermé sur lui-même. Dans l'autre, le savoir est acquis en relation avec des pratiques sociales. Je garde les objectifs les plus classiques de l'école : apprendre à conceptualiser, à parler pour se faire comprendre. Mais ce n'est pas en plongeant les enfants dans un bain de concepts et de langage qu'ils peuvent apprendre à conceptualiser





et à s'exprimer. Il y a des étapes dans l'apprentissage. Le savoir se construit.

Dans mon exemple, l'enfant apprend à partir de la réalité sociale. Mais ma démarche est plus générale : elle est de faire parcourir à l'enfant certaines étapes de la constitution d'un savoir, et non de tenter de lui faire admettre une connaissance achevée.

● **Il faut donc créer la motivation. Mais il y a quand même une phase incontournable de l'apprentissage avec sa part d'effort.**

On n'apprend pas sans effort. Mais, ce qu'on reproche aux pédagogies nouvelles, parfois à juste titre, s'applique au moins autant aux pédagogies traditionnelles. Il y a des façons d'enseigner aux élèves qui empêchent aux élèves d'apprendre. L'effort des enfants est nécessaire, mais cet effort ne se produira pas si ce qu'on leur demande de faire n'a aucun sens.

● **Finalement, est-ce que la pédagogie existe ?**

J'espère que la pédagogie n'existe pas, si on désigne par là un discours plein de bonne volonté, un peu catho. Mais il existe des pratiques du métier. Ce qu'il y a de commun aux différentes

pratiques, la pédagogie en ce sens-là, devrait être de partir de ce que sont les élèves. Le discours pédagogique mystificateur masque les différences, derrière des catégories globales, sur l'enfant, l'homme. On ne manque pas de pratiques pédagogiques nouvelles. Ce qui manque, c'est une volonté idéologique et politique réelle de lutter contre l'échec scolaire.

● **Est-ce que les critiques que tu adresses à Chevènement t'amènent à regretter Savary ?**

La politique de Savary allait dans le bon sens sur des questions centrales : lutte contre l'échec scolaire vu dans ses racines sociales, effort pour faire sauter le verrou en fin de cinquième. Ce qui manquait à Savary, et à tout le gouvernement, c'est un projet de société qui puisse donner une impulsion. Il y a eu beaucoup d'idées remuées, mais aussi une forme de basisme. On a dit aux enseignants de se mobiliser, on ne leur a pas défini de projet global qui donne un sens à leurs initiatives.

Celles-ci ont donc surtout servi à donner un peu d'air aux enseignants. Sauf dans le cas des ZEP et des PAE qui sont, à mon avis, les deux réussites. Il y a eu un appel à la base, mais sans débat national, et avec

maintien d'un certain nombre de verrous hiérarchiques.

● **Est-ce que seule la méthode de Savary était critiquable ? Il y avait le risque de reconstituer les filières au collège, la tentation de « supprimer » la sélection en supprimant l'évaluation des connaissances, une logique concurrentielle entre établissements, etc.**

L'idée de Legrand était de remplacer les programmes par des objectifs de connaissance, avec évaluation en fin de troisième. Aspect positif : le déperissement des CPPN, de l'orientation en LEP en fin de cinquième, de la sélection avant la troisième. Aspect douteux, voire négatif : qu'est-ce qui se passerait en fin de troisième ? Est-ce que les groupes de niveau permettraient de réduire les écarts entre élèves ? Il semble que les groupes de niveau peuvent agrandir les écarts, bien

qu'ils permettent aux élèves de niveau faible de progresser davantage que dans les structures traditionnelles.

Les groupes de niveau ont aussi l'inconvénient d'étiqueter les élèves en groupe faible. Une transformation réelle des pratiques pédagogiques aurait permis au système Legrand de fonctionner. Mais il n'y a plus de projet scolaire pour l'école publique, et c'est pourquoi il n'y a pas eu de débat sur la laïcité.

Legrand s'est contenté de propositions visant à mieux faire fonctionner la machine, mais sans un projet de société. Chevènement en propose un à sa façon, avec l'idée de modernité. Mais ce n'est plus un projet de gauche ! Ce qui manque, c'est un projet d'école, parce qu'il manque un projet de société. Le gouvernement socialiste s'est très rapidement installé dans le fonctionnement de la machine.

● **Le gouvernement veut aussi rapprocher l'école et l'entreprise.**

Au niveau des principes, je prendrai le contre-pied de beaucoup de discours. D'abord, il ne faut pas confondre entreprise et monde du travail. Qu'une société tienne compte de l'évolution industrielle, c'est normal. La question est de savoir qui définit les nécessités industrielles. L'entreprise, c'est aussi les syndicats ouvriers. Qu'il puisse y avoir plus de contacts entre les jeunes et le monde du travail, c'est une position de base du mouvement ouvrier. Pour Marx, il fallait former les enfants au contact du travail. Mais au niveau des faits, l'alternance masque une entreprise du patronat pour faire reconnaître la légitimité de l'entreprise comme lieu de formation. La loi Legendre en 1980 visait à confier à l'entreprise la formation professionnelle quasi intégrale. Cette politique a été battue en brèche par Rigout, qui a essayé de définir une alternance qualifiante, seulement après 18 ans, et après formation de base dans le système scolaire. Pourquoi pas ?

Mais Mauroy a donné raison au CNPF et à la CFDT, contre Rigout. Il a autorisé l'alternance dès 16 ans, et a créé des stages d'insertion à la vie professionnelle qui rappellent fortement les stages Barre. Ce type d'alternance n'ouvre pas la formation des jeunes à la réalité du monde du travail mais confie la formation de base au patronat, et débouche sur les TUC qui n'ont rien à voir avec la formation : les TUC répondent à une inquiétude sociale, devant la masse des jeunes sans insertion.

● **Est-ce que tu vois une alternative à la politique du gouvernement, dans l'école comme dans la société ?**

Je suis devenu de plus en plus modeste, et exigeant. Il y a une formule que j'aime bien : « Faire des grandes choses dans les petites. » On ne fera pas bouger l'école sans mouvement social de fond. Il faut donc agir sur le terrain. Mais il est vrai que ce n'est pas suffisant. Du point de vue des « grandes choses », l'alternative, c'est la construction, non pas d'un mouvement d'éducation populaire, mais d'un mouvement populaire sur l'éducation : la mobilisation d'un certain nombre de forces sociales autour des problèmes de l'école, pour substituer aux stratégies individuelles, une pression collective sur l'école, de l'extérieur et de l'intérieur.

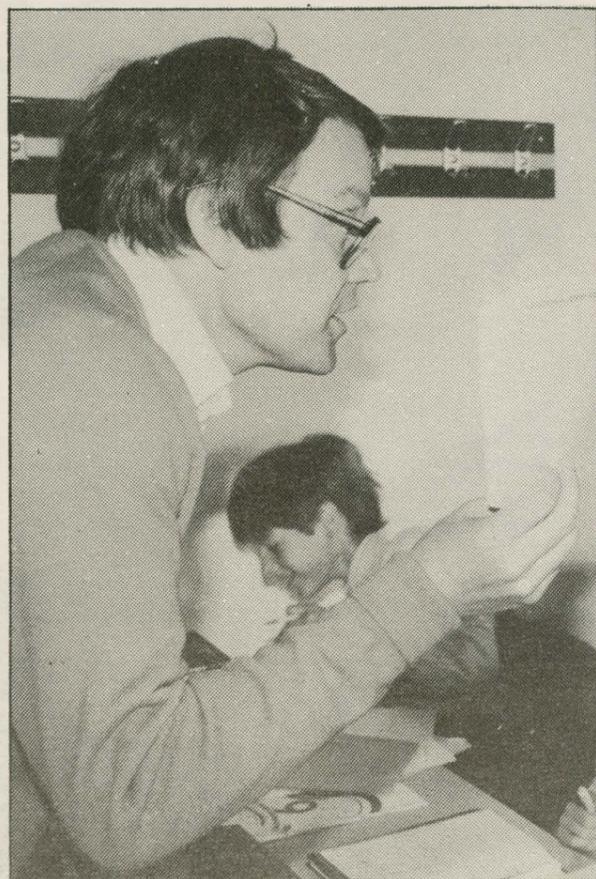
● **Tes idées sur l'école renvoient à des choix politiques. Comment les défendes-tu dans la conjoncture actuelle ?**

Je vais te répondre méchamment en renvoyant la question à la Ligue. Face à la situation politique actuelle, quelle est la voie ?

● **Nous nous efforçons de rassembler toutes les organisations mais aussi et surtout des milliers ou des dizaines de milliers de militants à gauche de la gauche, pour constituer une large coalition anticapitaliste.**

Donc, l'alternative, c'est la construction d'un mouvement, d'une convergence. Tout à fait d'accord. Comment ? Je n'en sais pas plus que toi. Actuellement, travaillant sur le terrain pédagogique, je suis preneur de tout ce qui permet d'interpeller l'école, avec des gens qui ne sont pas des enseignants. Mais il y a les mêmes difficultés qu'eux à construire une force sur les problèmes de l'éducation.

Propos recueillis par
Nicolas Jeanson



Halte aux persécutions contre Dimitar Gatchev

Fondateur du Parti communiste bulgare, puis de son opposition trotskyste, animateur de la Ligue de défense des droits de l'homme en Bulgarie, Dimitar Gatchev est aujourd'hui à nouveau victime des persécutions dans son pays. Des « inconnus » que la police de Plovdiv n'ignorait pas, l'agressent dans la rue et saccagent son appartement. Le régime bulgare tente ainsi une nouvelle fois de briser un opposant.

Agé de quatre-vingt-sept ans, Dimitar Gatchev a payé son engagement en faveur des libertés et du socialisme de vingt-trois ans de détention, embastillé par la dictature réactionnaire de Tsankov de 1925 à 1932, déporté dans un camp par le régime stalinien de 1946 à 1962. Il n'a jamais renié ses convictions.

Les soussignés :

— demandent aux autorités bulgares de mettre fin aux persécutions contre Dimitar Gatchev ;

— s'adressent à M. François Mitterrand, président de la République, pour que, lors de son voyage en Bulgarie, il obtienne de ses interlocuteurs que cessent les persécutions contre un homme que son passé et son âge devraient mettre à l'abri de semblables menaces.

Simone de Beauvoir, Daniel Bensaid, Claude Bourdet, Jeanne Brunschwig, Alain Brossat, Julien Desachy, Jean-Jacques de Felice, Daniel Guérin, Felix Guattary, Jean-François Godchau, Pierre Halbwachs, Alain Krivine, Georges Labica, Arlette Laguiller, Denis Langlois, Pierre Naville, Gilles Perrault, Yvonne Quilès, Bernard Ravenel, Irène Terrel.

BRESIL

Le retour des civils

Le 25 janvier 1983, à Sao Paulo, au Brésil, un meeting de 300 000 personnes se rassemblait aux cris de « Direitas já ! » (« les élections directes maintenant ! ») Près d'un an plus tard le 15 janvier, Tancredo Neves, candidat de l'opposition bougeoise, est élu par un collège électoral restreint de moins de 700 députés. Entre temps, que s'est-il passé ?

Comme en Uruguay et en Argentine, ce retour à un gouvernement civil, après vingt-et-un ans de dictature militaire, est l'aboutissement d'une « transition contrôlée » par les militaires. Ceux-ci, en raison de la faillite économique dans laquelle leur politique d'ouverture aux monopoles capitalistes internationaux avait plongé le pays, se trouvaient coincés entre les exigences du Fonds monétaire international, et celles d'un mouvement de masse en pleine recomposition depuis 1979, ravivé par une situation sociale invivable pour l'immense majorité de la population. Abandonnés de surcroît par une partie de la bourgeoisie industrielle et financière qui les avait longtemps soutenus, les militaires n'ont donc pas eu d'autre solution que de se ménager le plus vite possible un espace de sortie, tout en as-

surant la continuité du système.

Ils y ont réussi dans une certaine mesure. Le mécontentement général s'était cristallisé l'an dernier autour des mobilisations massives pour l'élection présidentielle au suffrage universel direct : un million de personnes dans la rue à Rio au mois d'avril, quelques jours avant le vote de l'amendement, 10 millions de personnes en tout, au cours des manifestations et des meetings qui se sont succédés dans tout le pays. Devant l'ampleur sans précédent du mouvement, qui a bien mis en lumière son isolement, le pouvoir a immédiatement réagi pour contrôler le plus possible « l'ouverture démocratique » : l'amendement a été repoussé, et le suffrage indirect, un des mécanismes institutionnels de la domination des militaires, est res-

té en place. Ce qui a exclu de la campagne les représentants de l'opposition indépendante de la bourgeoisie, notamment le Parti des travailleurs.

Le jeu s'est joué entre Paulo Maluf, un industriel candidat des militaires et de leur parti, le Parti démocratique et social (PDS), et le candidat du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), Tancredo Neves. Ce dernier a été promu au statut d'opposant officiel, surtout à partir du moment où, sentant le vent tourner, une partie de l'appareil d'Etat a reporté sur lui son soutien. Lui-même et son parti, en échange, ont largement cautionné la farce électorale mise en place par la dictature (les distorsions introduites dans le collège électoral sont telles qu'un président peut être élu en représentant moins de 4 % de la population !) Au sein du PMDB, les deux partis stalinien, le PCB et le PC do B pro-albanais ont apporté leur soutien au « ticket » Neves et Sarney, ce dernier étant un des piliers de la dictature.

Une grande partie de la population, se voyant confisquer le processus de transition politique, s'en est désintéressé. Pourtant, on ne peut le nier, la campagne électorale de Tancredo Neves a pu rencontrer une certaine adhésion populaire

— d'autant plus visible que Paulo Maluf a soulevé une hostilité générale.

Il faut sans aucun doute l'attribuer à la volonté massive d'en finir avec la dictature militaire : le phénomène du « vote utile », souvent sous-estimé, s'est déjà manifesté aux élections locales de 1982, au détriment des candidats du PT.

L'opposition à la dictature ne s'est pas pour l'instant massivement rassemblée dans un parti indépendants de la bourgeoisie, mais il est difficile de parler « d'union sacrée », comme le font la plupart des médias en France.

Tancredo Neves, par le flou verbal de son programme, ses premières déclarations nationalistes et démagogiques, a cherché à créer des illusions. Le sens général de la politique qu'il entend suivre n'en est pas moins extrêmement clair.

Sur les libertés : les principales restrictions comme celles du droit de grève, sont toujours en place. Sur la dette, il est question d'un vague cartel des principaux pays débiteurs en vue de chercher un arrangement avec le FMI, mais pas de moratoire. Sur les mesures économiques, il parle de « privatisation », de libéralisme, et d'un « pacte social » destiné à lutter contre l'inflation, qui avoisine 300 % par an...

Seulement on voit mal comment une nouvelle politique d'austérité pourrait s'appliquer dans un pays où le pillage des magasins est devenu pour beaucoup la seule façon d'essayer de se nourrir.

Non seulement les manifestations diverses (grèves, occupation de terres) n'ont pas cessé, mais le mouvement de masse et les organisations ouvrières ne se sont pas désarmées d'avance face à la nouvelle situation politique.

Dans le mouvement syndical, la Confédération unitaire des travailleurs (CUT) a refusé nettement de cautionner le pouvoir. Le PT a décidé le boycott des élections présidentielles au Congrès. Que deux députés aient passé outre et voté quand même, montre qu'au sein du groupe parlementaire existaient des pressions. Mais que, dans ce contexte, la majorité du parti et sa direction soient restés fermes sur une ligne d'indépendance de classe augure bien des mobilisations futures.

Sophie Joanny

Tancredo Neves, le nouveau président.



De Rimbaud à Modiano

Au menu aujourd'hui, des nouvelles parutions : six titres français dont le point commun pourrait bien être le vertige des lieux. La magie ou bien l'enfer de l'espace : qu'on le fuie, qu'on le découvre, ou qu'il vous retienne prisonnier. Ici les décors sont aussi importants ou même plus importants que les personnages.

Le premier de ces décors, celui qui frappe tout de suite l'imagination, celui qui nous atteint en plein cœur, c'est le désert de Harrar, dans l'est de l'Éthiopie, où Rimbaud arrive à vingt-six ans et où il restera dix ans ! Alain Borer s'est attaché à ses pas et le raconte dans *Rimbaud en Abyssinie*, Le Seuil, 99 F. Le premier voyage de Borer à Charleville (pays natal de Rimbaud dans les Ardennes) avait bouleversé cet admirateur fou : « J'eus un choc devant la magie intacte des lieux. La Meuse. Ville lugubre, en plein juillet. » Aussi, refuse-t-il contrairement à beaucoup, d'ignorer les dix dernières années de la vie du poète devenu commerçant, et peut-être même trafiquant d'armes. Il choisit donc de partir là où Rimbaud a vécu. « Il fallait le prendre en filature, marcher, comme lui, sur la terre rouge et verte du Harrar, montagne après montagne. » C'est une réussite. Le texte de cette rencontre avec Rimbaud, avec le désert, avec les villes est superbe. Et puis, parallèlement, dans un gros album publié chez Lachenal et Ritter : *Un sieur Rimbaud se disant négociant*, 140 F, Borer livre toutes sortes de documents et un intéressant récit de Philippe Soupault sur son voyage à Aden en 1951.

A l'opposé du désert, voici le grand magasin où Xavier-Edouard Lejeune est employé — ou plutôt enfermé — à la fin du XIX^e siècle. *Calicot*, Arthaud-Montalba, 90 F, est vraiment un livre exceptionnel. D'abord, il s'agit d'un témoignage unique, écrit à la première personne, sur les conditions de travail hallucinantes qui étaient le lot des calicots (joli mot populaire pour désigner ces vendeurs de « nouveautés ») : le soir, après une journée épuisante de dix heures, les employés sans cesse menacés de renvoi, et renvoyés d'ailleurs sans aucun ménagement, dorment dans le magasin sur des sangles tendues entre les rayons ! Mais, outre ces descriptions qui rappellent le *Bonheur des dames* de Zola, il s'agit aussi d'une pathétique tentative de réécrire sa propre vie. En effet, Xavier-Edouard tient son journal avec une minutie, un goût de l'exactitude absolument poignants, et en

même temps se réinvente soigneusement tout un arbre généalogique !

Coincidence : le cahier de l'aïeul tombe entre les mains de son arrière petit-fils, spécialiste de l'autobiographie. Alors, avec son père, Philippe Lejeune mène l'enquête.

Oh pas une enquête policière, non, pas du tout, mais une enquête attentive, émue, pour essayer de démêler le vrai du faux, pour essayer de comprendre qui se cache derrière ces mystérieux personnages familiaux. Et par exemple, quelle est l'identité de ce père qui a soi-disant fait naufrage ?

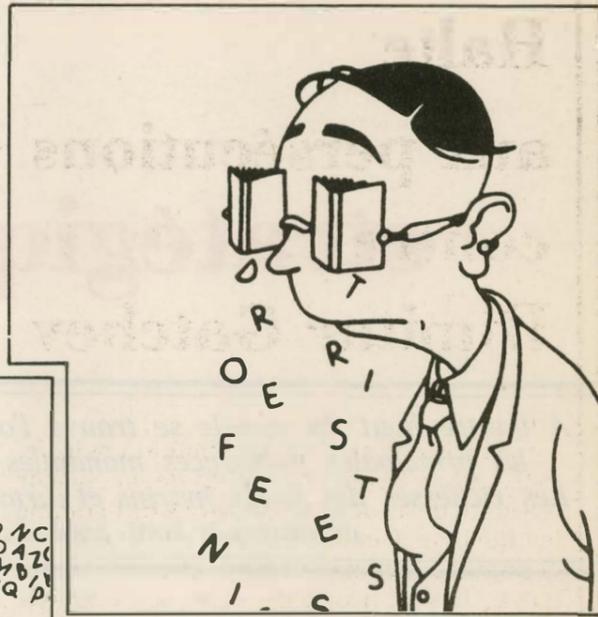
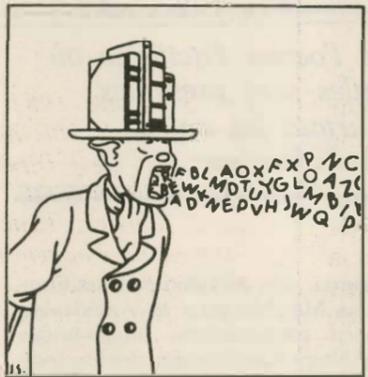
Cette confrontation entre l'imaginaire et la réalité éclate de tendresse. *Calicot* donne envie d'écouter sa grand-mère à soi raconter sa vie avant qu'il ne soit trop tard, et nous interroge sur nos propres masques. Xavier-Edouard aurait sans doute été comblé de voir son cahier publié. Vite, ne laissons pas ce livre aller au pilon !

D'un autre magasin une voix, qui s'est tue le jour de Noël, s'élève dans *Les Souvenirs désordonnés*, Corti, 85 F.

Ce n'est plus le même décor ; c'est une boutique, mais une boutique magique : la librairie de Corti. C'est lui qui révéla Gaston Bachelard, c'est lui qui publia tous les grands du surréalisme et aussi Julien Gracq. Il s'en explique avec modestie : « Je me suis fait libraire. Cet état m'a apporté des satisfactions, souvent des joies qu'aucune amertume n'est venue gâter. Je me suis voué aux livres des autres. Au terme de ma vie, je sais que le choix fut bon (...) Mon nom s'inscrit sur la couverture des livres comme je le voulais autrefois : mes vœux sont exaucés. Sans doute, règnent-ils en pied au lieu de trôner en tête et la différence est grande. J'en conviens. Qu'on m'accorde en revanche, et c'est ce qui compte, que les livres sont toujours bons. »

Entre les lignes de *Calicot* se lit l'amour fou des ancêtres que nous ne connaissons jamais, et le regret du temps qui ne se remonte pas.

Ici affleure à chaque page l'amour d'un père blessé à mort par la disparition de son fils unique à la guerre. « Branchés » en tous



genres, amateurs de vidéo, de clips, de pub et Cie, abstenez-vous bien sûr ! Ces mémoires un peu tristes sont réservées à ceux que le surréalisme touche encore et toujours, aux éternels curieux d'Eluard, Dali, Breton, Vaché, Crevel, qui revivent sous la plume d'un éditeur amoureux des livres et non pas de l'argent.

On passera plus vite sur le dernier roman de Robbe-Grillet et qui fait pourtant grand bruit, *le Miroir qui revient*, Editions de Minuit, 65 F.

Le « maître » du nouveau roman s'interroge sur son œuvre. Disons-le tout de suite, cette partie-là du livre n'est guère palpitante. (Est-ce une surprise d'ailleurs ?) Par contre, nous pourrions nous attarder délicieusement aux lieux de l'enfance, merveilleusement évoqués, et qui ressemblent aux lieux de tant d'enfances. C'est cela Robbe-Grillet ? Oui, c'est aussi cela et tant mieux. Pour le plaisir en voici un aperçu : « Quand le grand canal était gelé à Versailles, nous allions patiner sur la glace lilluminée par le soleil d'hiver (...) A la tombée du jour en rentrant, on achetait des cornets de marrons chauds, grillés au coin

des rues, sur de gros fourneaux ronds en tôle noire, qu'enveloppaient d'odorantes fumées bleuâtres. C'était le grand bonheur. » Et puis, Robbe-Grillet n'oublie pas la rue Gassendi, le 14^e arrondissement, et l'automne « quand les devantures vétustes des boulangeries et des épiceries de quartier s'éclaircissent déjà plus tôt ».

Modiano aussi, c'est le grand bonheur. Paris encore.

Quartier perdu, Gallimard, 72 F, est son septième roman. Le héros, Ambroise Guise-Dekker écrit des polars et ne cesse d'errer à travers la capitale. L'atmosphère, on la connaît par cœur, et pourtant elle enveloppe du début à la fin. Modiano sait rendre les matins proches, comme si on pouvait les palper rien qu'en tendant la main. C'est un livre qui donne le désir de tout laisser tomber et de partir marcher dans les rues de Paris, au hasard très loin, jusqu'aux quartiers perdus. Un roman pour ceux que font rêver la Tour Eiffel et les immeubles en brique, pour ceux qui ont le cœur qui bat un peu plus fort quand le métro traverse la Seine en la surplombant.

Sophie Goussert



● Samedi 20 h 35 (FR 3) dans ce désert qu'est le samedi soir à la télé, FR 3 vient de frapper un grand coup, en programmant les émissions du « Disney Channel » américain ; mélange varié de documentaires, variétés, et dessins animés (ce soir Mickey, le brave petit tailleur [1938] entre autres...) Cette série offre la possibilité aux plus jeunes,

de rester (enfin) un peu plus tard le samedi soir, devant le petit bocal.

22 h 15 (TF 1) Droit de réponse consacré aux notaires... (Question : combien de notaires votent à gauche ?)

● Dimanche 20 h 35 (TF 1) *Cent dollars pour un shérif* d'H. Hathaway, avec J. Wayne, vieux et borgne, qui en remonte à un Texas Ranger de vingt ans et à

une gamine poursuivant les assassins de sa famille. Une recette immuable, réalisée avec astuce par un vieux routier hollywoodien.

21 h 35 (A 2) *Pour le meilleur et pour le pire*, une série passionnante de cinq émissions pour comprendre comment vivent aujourd'hui les hommes et les femmes de la planète ; pour suivre l'évolution des institutions, et surtout, les aspirations sociales des uns et des autres à travers des cultures différentes. Cette première émission est consacrée au Japon ; un pays où le mariage consacre un partage social des tâches quasi

immuable (l'homme au travail, la femme au foyer), et où divorcer est plus qu'un acte courageux !

● Lundi 20 h 35 (TF 1) *le Prix du danger* d'Y. Boisset avec G. Lanvin, M. Piccoli. Dénonciation manichéenne à la façon Boisset, du pouvoir des médias et de son possible devenir (proche ?)

20 h 35 (FR 3) *la Maison du diable* de R. Wise avec J. Harris et C. Bloom. Un excellent film fantastique, bâti (c'est le mot !) autour d'une maison hantée. Entre *Malpertuis* de Jean Ray et *Psychose* d'Hitchcock...

● Mardi 20 h 40 (A 2) *la Balance* de Bob Swain avec N. Baye, P. Léotard et

R. Berry. Couvert de césars, ce film, assez moyen, illustre à merveille le retard du cinéma policier français sur son confrère anglo-saxon.

20 h 35 (FR 3) *Arsène Lupin contre Arsène Lupin*, pochade d'E. Molinaro avec J.-C. Brialy, J.-P. Cassel, et (c'est là le seul grand intérêt du film), Françoise Dorléac !

● Jeudi 21 h 35 (A 2) Edition spéciale : Afghanistan. Cinq ans après le début de l'invasion de ce pays, voici le reportage réalisé par les deux équipes d'Antenne 2 parties clandestinement, et dont l'équipée de l'une se termina par l'arrestation de J. Abouchar.

23 h 05 (TF 1) *A bout de souffle* de J.-L. Godard avec J.-P. Belmondo et A. Karina. Le premier long métrage de Godard et le film rompant le plus radicalement avec les codes narratifs du cinéma français de l'époque. Je n'ose pas dire : un classique...

● Vendredi 23 h (A 2) *la Brune brûlante*, comédie de Leo MacCarey avec P. Newman, J. Woodward et Jean Collins (c'est elle la brune brûlante du titre !) Pas très légère, cette satire des mœurs provinciales yankees ; MacCarey a fait bien mieux !

Michel Laszlo

Les enjeux stratégiques dans le Pacifique

A l'autre bout du monde se trouve l'océan Pacifique où les principales puissances mondiales sont présentes. Les richesses des fonds marins et surtout les enjeux militaires y sont pour beaucoup.

L'océan Pacifique couvre le tiers de la surface du globe, avec ses 180 millions de kilomètres carrés. Parmi ses riverains figurent les USA, l'URSS, la Chine, le Japon, l'Australie et, grâce à ses possessions, la France. On imagine sans peine les enjeux stratégiques qui s'y jouent.

La zone du Pacifique-Nord est le théâtre d'un face à face direct entre Américains et Soviétiques. Côté soviétique, une flotte maritime basée en mer d'Okhotsk comprend des sous-marins de la force stratégique et la péninsule du Kamchatka abrite des installations de surveillance. L'Union soviétique peut également s'appuyer sur les anciennes installations américaines au Vietnam, en particulier celles de la baie de Cam Ranh. Ces extensions vers le sud constituent pour le Kremlin un relais sur la route de l'océan Indien. Elles constituent l'avancée la plus méridionale de l'Union soviétique, dont la présence dans le Pacifique-Sud n'est que maritime, en l'absence d'allié local.

Le lac américain

Face à elle, les USA déploient un dispositif considérable, reposant sur un réseau de bases et de pays alliés. Dominant ce qu'ils appellent « leur lac » depuis la Seconde Guerre mondiale — comme ils appellent l'Amérique centrale, leur arrière-cour — les Etats-Unis n'ont cessé de se renforcer et ont vaincu, dix ans après, le « syndrome vietnamien ». Surtout, ils étendent leur contrôle à l'ensemble du Pacifique. Hawaï est depuis 1959 le cinquantième Etat de l'Union ; l'île de Guam, dans l'archipel des Mariannes, joue un rôle clé dans le verrou américain ; dans toute la Micronésie, les Etats-Unis disposent de « droits militaires » à long terme. Des accords les lient aux principaux pays de la région. Aux Philippines, en 1983, la dictature du clan Marcos a renouvelé pour cinq ans le bail de location des bases de Clark et Subic Bay. La Corée du Sud abrite la base de Taegu et le Japon celles de Kadana et Yokosuka. Ces bases sont parmi les plus importantes bases américaines à l'étranger et sont sous l'autorité du PACOM (commandement du Pacifique) qui a sous ses ordres la moitié de la flotte de guerre américaine et notamment la VII^e flotte comprenant quatre porte-avions géants, dont le porte-avions nucléaire *Carl Vinson*. Enfin, les appareils de la VII^e flotte devraient être équipés de missiles Cruise.

Les Etats-Unis se sont livrés en 1983 à des manœuvres aéronavales à grande échelle durant deux mois face au Kamchatka. Face à l'URSS, ils comptent avant tout dans le Pacifique-Nord sur leur allié japonais, indispensable à un blocus de la flotte soviétique de la mer d'Okhotsk.

Les USA ont depuis longtemps suscité la mise en place de regroupements comme l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique, équivalent de l'OTAN), dont l'un des objectifs est de s'opposer à la menace soviétique. Un pacte lie Washington à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande (ANZUS). Enfin, les Etats-Unis siègent, comme la France, à la Conférence du Pacifique-Sud, rivale du Forum du Pacifique-Sud où ne siègent que les treize Etats « locaux » et dont les prises de position ont été moins conciliantes sur la question des essais nucléaires et de la domination coloniale. Les Etats-Unis comme la France utilisent le Pacifique pour leurs essais nucléaires :

Mururoa, près de Tahiti pour les Français, les îles Marshall pour les Américains.

L'ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, devenu indépendant sous le nom de Vanuatu, est l'un des rares Etats de la région à avoir émis des réserves sur les facilités militaires requises par Reagan.

De tout cela ressort la volonté américaine de se maintenir comme la seule puissance qui compte d'un bout du Pacifique à l'autre.

Les puissances régionales que sont la Nouvelle-Zélande et surtout l'Australie pèsent évidemment très lourd dans le Pacifique-Sud. Le gouvernement travailliste de Robert Hawke a soulevé l'opposition de la gauche australienne en reniant ses engagements régionaux : la suspension de l'aide militaire à l'Indonésie tant qu'elle refuse d'accorder l'indépendance à Timor (ancienne colonie portugaise) et la reprise de l'aide au Vietnam suspendue depuis l'invasion du Cambodge par les troupes de Hanoi (l'Australie a participé à la guerre contre le peuple vietnamien aux côtés des Américains). Surtout, le Premier ministre australien ne semble pas refuser aux USA les facilités que leur témoignait son prédécesseur du Parti national.

La situation en Nouvelle-Calédonie a mis en évidence les appétits régionaux de

MEETING DE SOLIDARITE

Organisé par l'Association
information et soutien
aux droits du peuple kanak

AVEC JEAN-MARIE TJIBAOU

Mardi 29 janvier, 20 h 30
Espace Balard, M^o Balard

l'Australie et l'attention avec laquelle les affaires sont suivies, car ce territoire est loin d'être ce simple « caillou » perdu dans le Pacifique.

Le porte-avions de la France

Dans la revue *Armées d'aujourd'hui*, un membre de l'état-major de l'armée de terre écrivait : « Géographiquement limité, ce territoire occupe une position privilégiée de contrôle des couloirs de circulation aérienne et maritime. Cela lui confère un intérêt stratégique évident. A portée du bloc austral, limitant à l'est la mer de Corail, offrant de remarquables possibilités aéroporuaire et portuaires, la Nouvelle-Calédonie est comme un porte-avions amarré en plein cœur du Pacifique. » Et plus loin, l'étude se conclut : « A l'aube du XXI^e siècle, la France joue son destin de puissance mondiale moyenne dans l'hémisphère du

Pacifique. » Les possessions françaises et les zones économiques exclusives qu'elles représentent font de la France la troisième puissance maritime du monde. C'est ce qui fait avancer à certains commentateurs la « théorie des dominos », si chère à Henri Kissinger : si la Nouvelle-Calédonie échappait à la zone d'influence française en devenant indépendante, les conséquences pourraient être lourdes et la déstabilisation risquerait de gagner la Polynésie, où le mouvement indépendantiste demeure plus faible.

La France envisage de modifier le statut du territoire mais en aucun cas de renoncer à ce balcon sur le Pacifique. Il lui permet, en plus de sa situation stratégique, d'avoir accès aux richesses, tout particulièrement sous-marines, qui dorment au fond de l'océan et qui pourraient en faire l'Eldorado du XXI^e siècle.

Jean-Jacques Laredo

